



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

### Communications envoyées, cas examinés, observations formulées et activités diverses menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires\*

125<sup>e</sup> session\*\* (20-29 septembre 2021)

#### I. Communications

1. Entre le 22 mai et le 29 septembre 2021, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté 13 cas à l'attention des pays suivants : Arabie saoudite (2), Bangladesh (1), Mozambique (1), Nicaragua (5), Pakistan (2), Turquie (1) et Venezuela (République bolivarienne du) (1).
2. À sa 125<sup>e</sup> session, tenue du 20 au 29 septembre 2021, le Groupe de travail a décidé de porter 145 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention des pays suivants : Algérie (10), Brésil (3), Chine (2), Égypte (6), Émirats arabes unis (1), Indonésie (6), Iran (République islamique d') (4), Pakistan (56), République arabe syrienne (36), République populaire démocratique de Corée (18), Rwanda (2) et Sri Lanka (1).
3. Le Groupe de travail a également décidé de porter six cas assimilables à des disparitions forcées à l'attention des acteurs non étatiques suivants<sup>1</sup> : les autorités de facto à Sanaa (4) et le Conseil de restauration de l'État shan (2).
4. Le Groupe de travail a élucidé 31 cas concernant les pays suivants : Arabie saoudite (4), Cameroun (2), Égypte (6), Fédération de Russie (1), Inde (2), Iran (République islamique d') (1), Kenya (1), Libye (1), Pakistan (12) et Turquie (1). En tout, 13 cas ont été élucidés à la lumière d'informations reçues des Gouvernements et 18 autres à la lumière d'informations reçues d'autres sources.
5. Entre le 22 mai et le 29 septembre 2021, le Groupe de travail a envoyé 32 communications, pour la plupart conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales, à savoir : une lettre demandant une intervention rapide, adressée au Mexique ; neuf appels urgents conjoints, adressés aux États suivants : Arabie saoudite (1), Égypte (2), Émirats arabes unis (1), Iran (République islamique d') (2), Kenya (1), Libye (1) et Nigéria (1) ; 21 lettres d'allégation conjointes, adressées aux États suivants : Algérie (2),

---

\* Les annexes au présent document sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.

\*\* Malgré les restrictions des déplacements imposées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Groupe de travail s'est réuni en présentiel.

<sup>1</sup> Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention des autorités de facto à Sanaa et au Conseil de restauration de l'État shan ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.



Bahreïn (1), Chine (2), Chypre (1), Cuba (1), Égypte (2), El Salvador (1), Émirats arabes unis (1), Érythrée (1), Inde (1), Iran (République islamique d') (1), Mexique (2), Nicaragua (2), Philippines (1), République démocratique du Congo (1) et Qatar (1) ; une « autre lettre », adressée à la République islamique du Pakistan<sup>2</sup>.

6. À sa session, le Groupe de travail a examiné et adopté deux allégations de caractère général concernant le Bangladesh et le Honduras (voir annexe II). Il a également tenu des discussions sur ses méthodes de travail et ses visites de pays prévues et potentielles, ainsi que des débats préliminaires sur un certain nombre de projets, dont l'établissement d'un rapport thématique sur les nouvelles technologies et les disparitions forcées, et la réalisation d'un état des lieux à l'occasion du trentième anniversaire de l'adoption, en 1992, de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

7. La liste complète des communiqués de presse et des déclarations publiés par le Groupe de travail au cours de la période considérée figure à l'annexe IV.

## II. Autres activités

8. Le 21 septembre 2021, le Vice-Président du Groupe de travail, Henrikas Mickevičius, a présenté au Conseil des droits de l'homme le rapport annuel du Groupe de travail, qui comprenait une partie thématique sur les disparitions forcées survenant dans le contexte de transferts transnationaux<sup>3</sup>, ainsi qu'un additif à ce rapport sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Groupe de travail<sup>4</sup> à l'issue de ses visites en Albanie en 2016<sup>5</sup> et en Gambie en 2017<sup>6</sup>.

9. À sa session, le Groupe de travail a mené des entretiens en ligne avec des proches de victimes de disparition forcée et des représentants d'organisations non gouvernementales s'occupant de la question des disparitions forcées. Il a également tenu une réunion avec le Comité des disparitions forcées, le 22 septembre 2021.

10. À la même session, le Groupe de travail a tenu des réunions avec des représentants de Chypre, de l'Égypte et du Japon.

11. Le 24 septembre 2021, le Groupe de travail a organisé une séance publique sur les disparitions forcées survenant dans le contexte de transferts transnationaux, à laquelle ont participé la Présidente du Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et un représentant de la Commission internationale de juristes.

12. La liste complète des autres activités menées par le Groupe de travail pendant la période considérée figure à l'annexe V.

<sup>2</sup> Le Groupe de travail transmet des lettres de demande d'intervention rapide en cas d'intimidation, de persécution ou de représailles contre des proches de personnes disparues, des témoins ou des membres d'organisations concernées. En outre, les violations des droits de l'homme commises par le passé peuvent faire l'objet de lettres d'allégation, les violations actuelles ou potentielles des droits de l'homme peuvent faire l'objet d'appels urgents et les préoccupations relatives aux projets de loi, aux lois, aux politiques et aux pratiques non conformes au droit international des droits de l'homme et aux normes applicables en la matière sont classées dans la catégorie « autres lettres ». Ces dernières sont rendues publiques quarante-huit heures après avoir été envoyées aux États. Toutes les autres communications sont rendues publiques soixante jours après avoir été envoyées aux États, avec les réponses reçues des gouvernements, le cas échéant, et sont disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>3</sup> [A/HRC/48/57](#).

<sup>4</sup> [A/HRC/48/57/Add.1](#).

<sup>5</sup> [A/HRC/36/39/Add.1](#).

<sup>6</sup> [A/HRC/39/46/Add.1](#).

### III. Informations relatives aux cas de disparition forcée ou involontaire survenus dans les États concernés par les communications examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

#### Algérie

##### Procédure ordinaire

13. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, 10 cas concernant les personnes suivantes :

- a) Lahouari Bouchareb, qui aurait été enlevé le 25 octobre 1995 vers 17 heures par 12 agents des forces de sécurité militaire en civil ;
- b) Abdelkader Tahah, qui aurait été arrêté à son domicile en novembre 1995 par des gendarmes et des soldats. Il a été vu pour la dernière fois quinze jours après son arrestation, au centre de détention de la gendarmerie de Messaad ;
- c) Brahim Bettayeb, qui aurait été arrêté avec son frère Nourredine Bettayeb le 14 août 1995, au domicile familial à Alger ;
- d) Nourredine Bettayeb, qui aurait été arrêté avec son frère Brahim Bettayeb le 14 août 1995, au domicile familial à Alger ;
- e) Hakim Benrabah, qui aurait été soumis à une disparition forcée le 25 avril 1994 après avoir quitté son domicile pour aller au travail. Le jour de sa disparition, des policiers et des militaires s'étaient rendus à son domicile familial ;
- f) Mourad Bennoua, qui aurait été enlevé le 22 février 1994 vers 20 heures, après avoir quitté l'hôpital de Kouba, où il était infirmier. Quatre jours après sa disparition, des agents de la brigade spéciale antiterroriste se sont présentés à son domicile familial ;
- g) Brahim Benguiasma, qui aurait été enlevé le 14 avril 1994 à 8 h 30 par deux agents armés en civil ;
- h) Kouider Bagua, qui aurait été vu pour la dernière fois en 1994 au domicile d'un ami dans la commune de Megaz, où il a été arrêté avec une autre personne ;
- i) Abdelkader Zahafi, qui aurait été enlevé le 5 mai 1994 vers 13 heures, après avoir quitté son domicile. De nombreuses arrestations ont eu lieu dans son quartier au moment des faits, ce qui laisse penser que la police est responsable de sa disparition forcée ;
- j) Seghir Amar Toubal, qui aurait été arrêté à son domicile le 2 mai 1994 à 6 heures par des soldats de l'armée algérienne.

##### Appel urgent conjoint

14. Le 20 septembre 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent conjoint concernant Slimane Bouhafis. Ce ressortissant algérien ayant le statut de réfugié en Tunisie aurait disparu le 25 août 2021 à Tunis, avant de réapparaître quatre jours plus tard dans un commissariat de police à Alger, ville où il était accusé d'avoir commis des infractions liées au terrorisme dans le cadre de ses activités de militant.

##### Lettre d'allégation conjointe

15. Le 25 mai 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la mise au secret de Walid Nekiche et les actes de torture que celui-ci aurait subis<sup>7</sup>. Dans cette lettre, les mécanismes ont souligné la lenteur des procédures judiciaires à suivre pour enquêter de manière indépendante sur les faits présumés, poursuivre les tortionnaires et accorder

<sup>7</sup> Voir DZA 8/2021.

réparation à la victime. Ils se sont également penchés sur les allégations selon lesquelles M. Nekiche a subi des pressions afin qu'il retire sa plainte pour torture.

16. Le 27 septembre 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant, d'une part, les incidences négatives que la législation et les règlements adoptés en Algérie<sup>8</sup> depuis la fin de la guerre civile avaient eues sur la réalisation des droits des victimes à un recours effectif, à la justice et à la vérité s'agissant des violations graves des droits de l'homme commises pendant cette période et, d'autre part, le cadre juridique algérien qui, en restreignant excessivement les droits à la liberté d'opinion et d'expression, et à liberté de réunion pacifique et d'association, entravaient les activités des victimes et des associations chargées de les défendre et exposait à des poursuites pénales les manifestants pacifiques qui réclamaient la justice pour les victimes de ces violations.

### **Observation**

17. Le Groupe de travail relève avec préoccupation les allégations persistantes selon lesquelles aucune enquête ni aucune activité de recherche n'est menée pour connaître le sort des personnes qui auraient été victimes de disparition forcée pendant la guerre civile.

## **Argentine**

### **Informations reçues du Gouvernement**

18. Le 28 juin 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant huit cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

## **Bahreïn**

### **Lettre d'allégation conjointe et réponse**

19. Le 28 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant des violations présumées des droits de Sheikh Zuhair Jasim Mohamed Abbas et d'Ali Abdul Husain Ali Hasan Ali AlWazeer, notamment une arrestation arbitraire, une disparition forcée, des actes de torture et l'absence de procédure régulière<sup>9</sup>.

20. Le 24 août 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe envoyée le 28 juin 2021. Le Groupe de travail examinera cette communication dès qu'il en aura reçu la traduction.

## **Bangladesh**

### **Procédure d'action urgente**

21. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement un cas concernant Md. Mahmud Hasan, également connu sous le nom de Mufti Maulana Mahmudul Hasan Gunobi, qui aurait été enlevé le 6 juillet 2021 dans le village de Pashchim Shulukia par des agents du Bataillon d'action rapide.

### **Allégation de caractère général**

22. Le Groupe de travail a reçu de sources crédibles des informations selon lesquelles les forces de l'ordre, ainsi que les forces de sécurité et les services de renseignement, continuent de recourir fréquemment aux disparitions forcées, notamment contre des opposants politiques et d'autres dissidents (voir annexe II).

---

<sup>8</sup> Voir DZA 9/2021.

<sup>9</sup> Voir BHR 1/2021.

## Brésil

### Procédure ordinaire

23. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, trois cas concernant les personnes suivantes :

- a) Une fille de 9 ans qui aurait été enlevée par un officier de marine à Rio de Janeiro (Brésil) le 21 novembre 2002 ;
- b) Une fille de 9 ans qui aurait été enlevée par un officier de marine à Rio de Janeiro (Brésil) le 22 décembre 2002 ;
- c) Une fille de 11 ans qui aurait été enlevée par un officier de marine à Rio de Janeiro (Brésil) le 31 janvier 2008.

## Cameroun

### Informations reçues de diverses sources

24. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

25. À la lumière des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés deux cas concernant respectivement Ernest Tikum Dinga et Ngoe Ernest Mofa, tous deux remis en liberté.

## Chine

### Procédure ordinaire

26. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

- a) Thupten Lobsang Lhundup, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie tibétaine qui aurait été arrêté en juin 2019 à son domicile dans la ville de Chengdu (province du Sichuan) par des agents du Bureau de la sécurité publique ;
- b) Sadir Ali, ressortissant chinois appartenant à l'ethnie ouïgoure qui aurait été arrêté le 29 juin 2018 à son domicile d'Atushishi, dans la Région autonome ouïgoure du Xinjiang, par des policiers municipaux de Kashgar.

### Informations reçues de diverses sources

27. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### Lettres d'allégation conjointes et réponses

28. Le 10 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant le prélèvement forcé d'organes dont feraient l'objet des membres de minorités ethniques, religieuses ou linguistiques telles que les adeptes du Falun Gong, les Ouïghours, les Tibétains, les musulmans et les chrétiens en détention<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Voir CHN 5/2021.

29. Le 16 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire et la disparition forcée dont auraient été victimes deux bouddhistes tibétains, Go Sherab Gyatso et Rinchen Tsultrim<sup>11</sup>.

30. Le 9 août 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe envoyée le 10 juin 2021.

31. Le 27 août 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe envoyée le 16 juillet 2021.

### **Observation**

32. Le Groupe de travail constate avec une vive préoccupation que deux tiers des cas en suspens concernant la Chine qui ont été portés à son attention ont trait à des faits présumés de disparition forcée dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang<sup>12</sup>. En outre, il demeure préoccupé par le recours toujours plus fréquent à l'assignation à résidence surveillée et au système de détention *liuzhi*. Il réaffirme que des informations exactes sur la détention des personnes privées de liberté et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations<sup>13</sup>, faute de quoi la détention est assimilable à une disparition forcée.

## **Colombie**

### **Informations reçues du Gouvernement**

33. Le 13 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### **Réponse à une allégation de caractère général**

34. Le 1<sup>er</sup> juin 2021, le Gouvernement a répondu à l'allégation de caractère général que le Groupe de travail lui avait transmise le 31 mars 2021 (voir annexe III).

## **Cuba**

### **Lettre d'allégation conjointe**

35. Le 3 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant les détentions arbitraires et les disparitions forcées, ainsi que l'emploi excessif de la force par la police et l'armée, dont auraient été victimes des manifestants, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques qui avaient débuté le 11 juillet 2021<sup>14</sup>.

## **Chypre**

### **Lettre d'allégation conjointe**

36. Le 12 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe selon laquelle la police portuaire et maritime chypriote avait refoulé des migrants en mer vers le Liban et la Turquie et fait un usage déraisonnable de la force lors de certaines de ces opérations<sup>15</sup>.

---

<sup>11</sup> Voir CHN 7/2021.

<sup>12</sup> Pendant la période allant de janvier 2017 à mai 2021.

<sup>13</sup> Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, art. 10 (par. 2).

<sup>14</sup> Voir CUB 3/2021.

<sup>15</sup> Voir CYP 2/2021.

37. Le 8 septembre 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation envoyée le 12 juillet 2021.

## République démocratique du Congo

### Lettre d'allégation conjointe

38. Le 22 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe selon laquelle le défenseur des droits de l'homme Tumaini Muhoza Jean Paul avait été arrêté arbitrairement et Engelbert Habumuremyi, autre défenseur des droits de l'homme également connu sous le nom d'Angelo, avait été soumis à une disparition forcée<sup>16</sup>.

## République populaire démocratique de Corée

### Procédure ordinaire

39. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, 18 cas concernant les personnes suivantes :

a) Seok-geun Do, qui aurait été enlevé en 1996 et vu pour la dernière fois dans les locaux du Ministère de la sécurité de l'État de la République populaire démocratique de Corée. Des membres de sa famille ont également été enlevés plus tard cette année-là : Hee-soon Ri, Il Do, Hyun Do et Hye-Kyung Do ;

b) Hee-soon Ri, qui aurait été enlevée à son domicile avec ses enfants (Il Do, Hyun Do et Hye-kyung Do) à la fin de 1996, vraisemblablement par des membres des forces du Ministère de la sécurité de l'État. Elle a été vue pour la dernière fois en 2010 dans une cellule du camp de prisonniers politiques n° 15, situé dans le comté de Yodeok (province du Hamgyong du Sud) ;

c) Il Do, qui aurait été enlevé à son domicile avec sa mère (Hee-soon Ri) ainsi que son frère et sa sœur (Hyun Do et Hye-kyung Do) à la fin de 1996, vraisemblablement par des membres des forces du Ministère de la sécurité de l'État ;

d) Hyun Do, qui aurait été enlevé à son domicile avec sa mère (Hee-soon Ri) ainsi que son frère et sa sœur (Il Do et Hye-kyung Do) à la fin de 1996, vraisemblablement par des membres des forces du Ministère de la sécurité de l'État ;

e) Hye-kyung Do, qui aurait été enlevée à son domicile avec sa mère (Hee-soon Ri) et ses frères (Il Do et Hyun Do) à la fin de 1996, vraisemblablement par des membres des forces du Ministère de la sécurité de l'État. Elle a été vue pour la dernière fois en 2010 dans une cellule du camp de prisonniers politiques n° 15, situé dans le comté de Yodeok (province du Hamgyong du Sud) ;

f) Lee Gyeong-Seong, qui aurait été enlevé avec deux autres personnes au domicile d'une connaissance par des membres des forces du Ministère de la sécurité de l'État le 27 août 2014 vers 16 heures ;

g) Kwon Jin-Sook, qui aurait été arrêtée par des agents chinois en août 2009 dans les environs de Kunming, dans la province du Yunnan (Chine), tandis qu'elle se rendait en République de Corée. Jin-Sook a ensuite été renvoyée en République populaire démocratique de Corée, où elle a été soumise à une disparition forcée. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement chinois une copie du dossier la concernant ;

h) Yoon Young-Joo, qui aurait été capturé le 11 janvier 1968 par les forces de la République populaire démocratique de Corée alors qu'il se trouvait en mer à bord de son bateau de pêche, non loin de la ligne de démarcation septentrionale (frontière maritime contestée), à l'est de la péninsule coréenne ;

<sup>16</sup> Voir COD 4/2021.

- i) Eon Won-seop, qui aurait été enlevé le 6 décembre 1958 alors qu'il se trouvait à bord du navire Hayoung-ho, près de la ligne de démarcation septentrionale ;
- j) Ki-nam Ham, qui aurait été enlevé le 30 octobre 1968 par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée alors qu'il pêchait en mer près de la limite de la zone de pêche, à l'est de la péninsule coréenne ;
- k) Hwi-nam Kim, qui aurait été enlevé le 4 février 1972 par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée à bord de patrouilleurs armés tandis qu'il pêchait en mer, à 65 kilomètres à l'ouest de Daecheong-do (République de Corée) ;
- l) Won-ro Kim, qui aurait été enlevé le 6 décembre 1958 vers 16 heures par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée à bord de patrouilleurs armés, non loin de la ligne de démarcation septentrionale ;
- m) Do-sang Kwak, qui aurait été enlevé le 2 juillet 1968 par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée à bord de patrouilleurs armés alors qu'il pêchait en mer à bord du chalutier Sinyang-ho près de la limite de la zone de pêche, à l'est de la péninsule coréenne ;
- n) Duk-hwan Lee, qui aurait été enlevé le 22 janvier 1966 par des navires armés de la République populaire démocratique de Corée alors qu'il pêchait à bord du Gilyong-ho, un chalutier de la République de Corée ;
- o) Byung-hyuk Lim, qui aurait été enlevé en mer, à l'est de la péninsule coréenne, par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée le 23 mai 1968, alors qu'il se trouvait à bord du bateau de pêche Daeseong-ho ;
- p) Yong-seok Yoo, qui aurait été enlevé le 15 février 1974, avec d'autres membres de l'équipage du chalutier Suwon-ho 32, par des membres des forces navales de la République populaire démocratique de Corée, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Baengnyeong-do (République de Corée) ;
- q) Dae-Jun Lee, qui aurait été enlevé le 22 septembre 2020 par des membres de l'Armée populaire coréenne alors qu'il se trouvait à bord d'une vedette garde-pêche ;
- r) Nam-hyun Kim, qui aurait été enlevé le 20 décembre 1967 par des membres de la Marine populaire de Corée alors qu'il se trouvait en mer à bord de son bateau de pêche non loin de la limite de la zone de pêche, à l'est de la péninsule coréenne.

## Équateur

### Informations reçues du Gouvernement

40. Le 26 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant cinq cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.
41. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement colombien la copie du dossier concernant un ressortissant colombien.

## Égypte

### Procédure ordinaire

42. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, six cas concernant les personnes suivantes :
- a) Mohamed Ahmed Abdulmajeed Mohamed, qui aurait été arrêté le 30 janvier 2021 par des agents de la police militaire à un poste de contrôle sur la route de Giza, à Beni Suef ;
- b) Ibrahim Saeid, qui aurait été arrêté par des policiers au commissariat de Hosh Eissa, dans le gouvernorat d'El Beheira, le 9 avril 2017 ;



c) Motaz Sobaih, qui aurait été victime de disparition forcée aux mains d'agents du Service de la sécurité nationale et de policiers le 28 juin 2019, alors qu'il était en instance de remise en liberté au poste de police de Shubra Al-Kheima ;

d) Gaafar Abdulgawad, qui aurait été arrêté devant son domicile par des agents du Service de la sécurité nationale le 30 octobre 2018 ;

e) Moumin Ali, qui aurait été enlevé le 11 janvier 2019 par des agents du Service de la sécurité nationale ;

f) Abdulazim Fouda, qui aurait été soumis à une disparition forcée le 1<sup>er</sup> mars 2018.

#### **Application de la règle des six mois**

43. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à un cas, concernant Abdulaziz Gamal Metwally Ibrahim.

#### **Élucidation à la lumière d'informations reçues du Gouvernement**

44. À la lumière des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas de Hasan Gouda, remis en liberté, ainsi que de Abdelfattah Soliman et de Mostafa Farag, actuellement détenus dans un lieu connu.

#### **Informations reçues du Gouvernement**

45. Le 19 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant sept cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

#### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

46. À la lumière des informations précédemment communiquées par le Gouvernement et confirmées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés trois cas, concernant Abdel Moneam Ashraf Abdel Moneam Soleiman, Abdul Rahman Ismael Ibrahim Hassan et Abdul Rahman Ismael Ibrahim Hassan.

#### **Informations reçues de diverses sources**

47. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

#### **Doublons**

48. Le Groupe de travail a constaté que le cas d'Ahmed Salah Ahmed Mohamed avait été enregistré deux fois et a décidé de supprimer le doublon. L'affaire en question n'est toujours pas résolue.

#### **Appels urgents conjoints**

49. Le 16 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant le risque d'exécution imminente qui pèserait sur 12 personnes à l'issue d'un procès collectif non conforme aux normes de procédure régulière et d'équité et entaché d'allégations de disparitions forcées, de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de détention arbitraire<sup>17</sup>.

50. Le 11 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent concernant le risque d'exécution imminente qui pèserait sur Mahmoud Ebada Abdelmaqsod Eid, condamné à mort à l'issue d'un procès où les droits

<sup>17</sup> Voir EGY 7/2021.

de la défense n'étaient pas respectés, eu égard notamment à l'utilisation comme preuve d'aveux obtenus par la torture<sup>18</sup>.

### **Lettres d'allégation conjointes**

51. Le 16 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire de 12 défenseurs des droits de l'homme visés par une enquête au motif qu'ils auraient commis des infractions passibles de longues peines d'emprisonnement, ainsi que les mauvais traitements graves et les mauvaises conditions de détention qu'ils auraient subis dans ce contexte<sup>19</sup>. Trois de ces personnes auraient été arrêtées pour avoir coopéré ou tenté de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme.

52. Le 3 septembre 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire d'Oqaba Alaa Labib Hashad et de Mohamed Ibrahim Radwan et les mauvais traitements qui leur étaient infligés<sup>20</sup>.

### **Observation**

53. Le Groupe de travail a de nouveau constaté des différences entre certaines informations transmises par le Gouvernement et celles émanant d'autres sources. Dans un cas, le Gouvernement a déclaré qu'il n'y avait aucune trace de l'arrestation de la personne concernée alors que, selon d'autres sources, la victime présumée de disparition forcée avait été vue en détention. Le Groupe de travail fait observer qu'un tel décalage met en doute l'exactitude des registres pénitentiaires et l'exercice du droit des détenus à une procédure régulière.

## **El Salvador**

### **Informations reçues de diverses sources**

54. Des sources ont communiqué des informations sur deux cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### **Lettre d'allégation conjointe**

55. Le 10 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la découverte des restes d'au moins 14 personnes enterrées clandestinement au domicile d'un ancien agent de la Police nationale civile<sup>21</sup>.

## **Érythrée**

### **Lettre d'allégation conjointe**

56. Le 9 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire de longue durée du défenseur des droits de l'homme Dawit Isaak<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> Voir EGY 9/2021.

<sup>19</sup> Voir EGY 5/2021.

<sup>20</sup> Voir EGY 10/2021.

<sup>21</sup> Voir SLV 4/2021.

<sup>22</sup> Voir ERI 3/2021.

## Honduras

### Informations reçues du Gouvernement

57. Le 6 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 123 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

58. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie de 23 dossiers au Gouvernement salvadorien, une copie de 33 dossiers au Gouvernement nicaraguayen, une copie de quatre dossiers au Gouvernement des États-Unis d'Amérique et une copie de trois dossiers au Gouvernement panaméen.

## Inde

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

59. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas de Mujahid Ashraf Khan Sehrai et de Rashed Ashraf Khan Sehrai, qui seraient détenus dans un lieu connu.

### Lettre d'allégation conjointe

60. Le 12 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont transmis une lettre d'allégation concernant l'arrestation, la torture et la mort en détention de Muhammad Ashraf Khan Sehrai. Deux de ses fils, Mujahid Ashraf Khan et Rashed Ashraf Khan, ont été arrêtés à son domicile après les funérailles<sup>23</sup>.

### Observation

61. S'agissant des cas susmentionnés, le Groupe de travail rappelle que, conformément à l'article 10 (par. 2) de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, des informations exactes sur la détention des personnes privées de liberté et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté. En outre, aux termes de l'article 12 (par. 2) de la Déclaration, tout État doit veiller de même à ce qu'un contrôle strict, s'effectuant selon une hiérarchie bien déterminée, s'exerce sur tous ceux qui procèdent à des appréhensions, arrestations, détentions, gardes à vue, transferts et emprisonnements, ainsi que sur les autres agents du gouvernement habilités par la loi à avoir recours à la force et à utiliser des armes à feu.

## Indonésie

### Procédure ordinaire

62. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, six cas concernant les personnes suivantes :

- a) Un mineur qui aurait été arrêté le 18 mai 2021 avec un autre mineur par des membres de l'armée indonésienne dans la région d'Oksibil, en Papouasie occidentale ;
- b) Un mineur qui aurait été arrêté le 18 mai 2021 avec un autre mineur par des membres de l'armée indonésienne dans la région d'Oksibil, en Papouasie occidentale ;
- c) Yani Afrie, qui aurait été arrêté le 26 avril 1997 par des membres de l'armée indonésienne à Jakarta ;
- d) Noval Alkatiri, qui aurait été arrêté le 29 mai 1997 par des assaillants non identifiés affiliés aux services de sécurité indonésiens à Jakarta ;

<sup>23</sup> Voir IND 11/2021.

e) Suyat, qui aurait été enlevé le 12 février 1998 par des assaillants non identifiés affiliés aux services de sécurité indonésiens à Gemolong, dans le district de Sragen (Java-Centre) ;

f) Sonny Yusuf, qui aurait été arrêté le 30 avril 1997 par des membres des Forces armées indonésiennes à Jakarta.

### **Observation**

63. Le Groupe de travail s'inquiète de la vulnérabilité particulière des enfants qui auraient été victimes de disparition forcée. Il tient à rappeler que l'État est tenu, conformément à l'article 20 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, de prendre des mesures pour prévenir et réprimer l'enlèvement d'enfants. Il réaffirme que les disparitions forcées d'enfants constituent une forme de violence extrême et qu'aucune circonstance ne peut les justifier. Toute disparition forcée d'enfant, quelle que soit sa forme, peut être évitée. Les États devraient donc renforcer les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives visant à empêcher que des enfants ne soient victimes de disparition forcée<sup>24</sup>.

## **Iran (République islamique d')**

### **Procédure ordinaire**

64. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, quatre cas concernant les personnes suivantes :

a) Ahmad Raouf Basharidoust, étudiant ressortissant de la République islamique d'Iran qui aurait été arrêté en août 1988 par des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) et détenu à la prison d'Oroumiyé, dans le nord-ouest du pays, où il a été vu pour la dernière fois au cours du premier semestre de 1988. On ignore où il se trouve actuellement ;

b) Amir Mehran Bigham, étudiant ressortissant de la République islamique d'Iran qui aurait été arrêté le 20 juin 1981 à Kajar Place (province d'Alborz) par des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) puis emprisonné dans un lieu inconnu ;

c) Zahra Bijanyar, employée ressortissante de la République islamique d'Iran qui aurait été arrêtée en septembre 1980 par des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) et condamnée à dix ans de prison. Elle aurait été vue pour la dernière fois en septembre 1988 dans la prison d'Evin ;

d) Yones Ghodrati, étudiant ressortissant de la République islamique d'Iran qui aurait été arrêté le 14 mai 1985 à Téhéran par des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) et conduit dans un lieu inconnu.

### **Application de la règle des six mois**

65. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à un cas, concernant Mohammad Adwaiy.

### **Informations reçues du Gouvernement**

66. Le 26 juillet 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

67. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Manouchehr Bakhtiyari, qui serait en détention.

<sup>24</sup> A/HRC/WGEID/98/1, par. 11.

### Appels urgents conjoints

68. Le 16 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant la disparition forcée de Hamidulah Arbabi et de Falah Heidari, membres des minorités baloutche et arabe, respectivement<sup>25</sup>.

69. Le 27 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant l'exécution imminente de Heidar Ghorbani, ressortissant de la République islamique d'Iran et membre de la minorité kurde. Pendant les trois mois ayant suivi son arrestation, aucune information n'a été communiquée à sa famille sur l'endroit il se trouvait ni sur son état de santé<sup>26</sup>.

### Lettre d'allégation conjointe et réponse

70. Le 31 mai 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la décision de l'Organisation officielle du Behesht-e Zahra de ne pas autoriser les fidèles baha'i à enterrer leurs morts dans les nouvelles sépultures du cimetière de Golestan Javid, à Téhéran<sup>27</sup>.

71. Le 23 juillet 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe envoyée le 31 mai 2021.

## Jordanie

### Informations reçues du Gouvernement

72. Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant deux cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

73. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir aux Gouvernements iraquien et soudanais, respectivement, une copie des dossiers concernant Hassan Adam Ali et Jotiar Yahia Latif al-Salihi.

## Iraq

### Observation

74. Le Groupe de travail accueille avec satisfaction le rapport du Comité central national iraquien sur les cas de disparition forcée soumis le 11 mai 2021 par le Gouvernement, qui y expose les mesures prises par les pouvoirs publics pour traiter tous les cas enregistrés. Il demande au Gouvernement de plus amples informations sur la politique stratégique adoptée pour rechercher activement les personnes disparues et sur les mesures prises pour sécuriser les fosses communes et offrir réparation et indemnisation aux familles des victimes.

## Kenya

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

75. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de classer le cas de Selahaddin Gülen parmi les dossiers concernant la Turquie. Selon les informations reçues, M. Gülen a été transféré de force du Kenya vers la Turquie, où il est actuellement en détention. L'endroit où se trouve l'intéressé étant connu, le Groupe de travail a décidé de considérer ce cas comme élucidé.

<sup>25</sup> Voir IRN 21/2021. Après sa 125<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a reçu du Gouvernement une réponse dont il sera fait mention dans le rapport qui devrait être adopté à sa 126<sup>e</sup> session ([A/HRC/WGEID/126/1](#)).

<sup>26</sup> IRN 24/2021. Après sa 125<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a reçu du Gouvernement une réponse dont il sera fait mention dans le rapport qui devrait être adopté à sa 126<sup>e</sup> session ([A/HRC/WGEID/126/1](#)).

<sup>27</sup> Voir IRN 15/2021.

**Observation**

76. Concernant le cas de M. Gülen, le Groupe de travail demande instamment aux autorités kényanes d'ouvrir une enquête indépendante, impartiale et efficace sur sa disparition et son transfert forcés, afin de faire la lumière sur les circonstances de ces violations, d'en traduire les auteurs en justice et d'offrir un recours effectif à M. Gülen et à sa famille. Les autorités kényanes sont également invitées à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que des cas similaires ne se reproduisent.

**République démocratique populaire lao****Informations reçues du Gouvernement**

77. Le 18 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant six cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

**Observation**

78. En application de l'article 13 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Groupe de travail demande aux autorités lao d'ouvrir d'office une enquête impartiale, indépendante et efficace chaque fois qu'il existe des raisons de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée. Il demande en outre aux autorités de mener des recherches dans le but de retrouver les personnes disparues ou leurs restes, conformément à leurs obligations humanitaires.

**Libye****Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

79. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas d'Omar Al Mokhtar Ahmed Al Daguel, qui serait en détention dans un lieu connu. Ce cas avait été initialement porté à la connaissance de l'Armée nationale libyenne<sup>28</sup>.

**Appel urgent conjoint**

80. Le 2 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant l'enlèvement et la possible disparition forcée du défenseur des droits de l'homme Mansour Mohamed Atti Al-Maghrabi<sup>29</sup>.

**Malaisie****Informations reçues du Gouvernement**

81. Le 3 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant trois cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

**Maldives****Informations reçues du Gouvernement**

82. Le 2 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

---

<sup>28</sup> Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention de l'Armée nationale libyenne ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.

<sup>29</sup> Voir LBY 2/2021.

## Mexique

### Informations reçues de diverses sources

83. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### Lettre de demande d'intervention rapide

84. Le 15 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant le meurtre de Javier Barajas Piña et de Rosario Zavala Aguilar, ainsi que les menaces visant Norma Patricia Barrón Núñez et Angélica Zamudio Almanza, sur fond de multiplication des attaques contre les membres de la famille des victimes de disparition forcée et les organisations qui recherchent les personnes disparues dans l'État de Guanajuato<sup>30</sup>.

### Lettres d'allégation conjointes

85. Le 5 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation concernant les violations des droits de l'homme dont aurait été victime un groupe de militants appartenant à la communauté autochtone tzotzil dans l'État du Chiapas, notamment des exécutions, des enlèvements et des actes de torture<sup>31</sup>.

86. Le 21 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la révocation de la déclaration de culpabilité de cinq membres de la marine accusés de la disparition forcée d'Armando Humberto del Bosque Villareal, survenue dans l'État de Nuevo León<sup>32</sup>.

## Mozambique

### Procédure d'action urgente

87. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Ntamuhanga Cassien, qui aurait été arrêté à son domicile le 23 mai 2021 par deux policiers en uniforme du commissariat d'Inhaca et quatre agents du service de renseignement.

## Myanmar

### Procédure ordinaire

88. Le Groupe de travail a annoncé en septembre 2019 qu'il commencerait à réunir des informations sur les violations assimilables à des disparitions forcées ou involontaires qui auraient été commises par des acteurs non étatiques<sup>33</sup>. Il a ainsi porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas assimilables à des disparitions forcées, qui se seraient produits sur le territoire contrôlé par le Conseil de restauration de l'État shan, concernant les personnes suivantes<sup>34</sup> :

a) Chit Maung Li, qui aurait été enlevée le 28 mars 2021 par un groupe armé associé au Conseil de restauration de l'État shan dans le village de Mansa (État shan) ;

b) Ai Nin, qui aurait été enlevé le 28 mars 2021 par un groupe armé associé au Conseil de restauration de l'État shan dans le village de Mansa (État shan) ;

<sup>30</sup> Voir MEX 11/2021.

<sup>31</sup> Voir MEX 9/2021.

<sup>32</sup> Voir MEX 11/2021.

<sup>33</sup> A/HRC/42/40, par. 94.

<sup>34</sup> Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention du Conseil de restauration de l'État shan ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.

## Nicaragua

### Procédure d'action urgente

89. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement cinq cas concernant les personnes suivantes :

- a) Violeta Mercedes Granera Padilla, qui aurait été arrêtée le 8 juin 2021 à son domicile dans le quartier de Becklin, à Managua, par des agents de la police nationale ;
- b) Daisy Tamara Dávila Rivas, qui aurait été arrêtée le 12 juin 2021 à son domicile, sur la route de Masaya, par des agents de la police nationale ;
- c) Suyen Barahona Cuan, qui aurait été arrêtée le 13 juin 2021 à son domicile, sur la route de Masaya, par des membres de la Direction des opérations spéciales de la police ;
- d) Dora María Téllez Arguello, qui aurait été arrêtée le 13 juin 2021 à son domicile de Ticuantepe par des agents de la police nationale ;
- e) Ana Margarita Vijil Gurdián, qui aurait été arrêtée le 13 juin 2021 à son domicile de Ticuantepe par des agents de la police nationale.

### Lettres d'allégation conjointes

90. Le 19 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant le harcèlement et la détention par les autorités de membres de la Fondation Violeta Barrios de Chamorro et du journal *Confidencial*, y compris la détention et la disparition de Juan Sebastián Chamorro García et de Félix Alejandro Maradiaga Blandón pour leur activisme politique contre le Gouvernement<sup>35</sup>.

91. Le 25 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire et la disparition forcée d'un individu, motivées par des actes qui seraient liés à son travail de défenseur des droits de l'homme et à sa participation à des mouvements de contestation sociale<sup>36</sup>.

### Observation

92. Le Groupe de travail est vivement préoccupé par les allégations selon lesquelles les défenseurs des droits de l'homme, les militants politiques, les journalistes et même les membres de leurs familles sont de plus en plus visés par des mesures de répression et des procédures pénales, tendance qui se serait accentuée dans le contexte du troisième anniversaire des manifestations d'avril 2018 et à l'approche de l'élection présidentielle de novembre 2021. Il est particulièrement préoccupé par les informations selon lesquelles des défenseuses des droits de l'homme ont été victimes de détention arbitraire parfois suivie de périodes de disparition forcée puis de mise au secret, subissant des conditions de détention épouvantables, des mauvais traitements et des actes de torture.

93. Le Groupe de travail rappelle l'article 7 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui dispose qu'aucune circonstance quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse d'une menace de guerre, d'une guerre, d'instabilité politique intérieure ou de toute autre situation d'exception, ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées. Il est également dit dans la Déclaration que toute personne privée de liberté doit être gardée dans des lieux de détention officiellement reconnus (art. 10, par. 1) et qu'un registre officiel de toutes les personnes privées de liberté doit être tenu à jour dans tout lieu de détention (art. 10, par. 3). Le Groupe de travail souligne à cet égard que le fait de ne pas reconnaître ou de refuser de reconnaître qu'une personne a été privée de liberté par des agents de l'État, même pour une courte durée, est assimilable à une disparition forcée.

<sup>35</sup> Voir NIC 5/2021.

<sup>36</sup> Voir NIC 6/2021.



## Nigéria

### Appel urgent conjoint

94. Le 26 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant des allégations selon lesquelles Nnamdi Kanu a été victime de disparition forcée, de détention arbitraire, de torture et de mauvais traitements aux mains des forces de sécurité kényanes, et concernant le transfert illégal de cette personne vers le Nigéria, où elle doit répondre devant la justice d'accusations de terrorisme qui porteraient sur ses activités de chef du mouvement des peuples autochtones du Biafra<sup>37</sup>.

## Oman

### Informations reçues du Gouvernement

95. Le 28 juin 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

96. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement pakistanais une copie du dossier concernant Ghulam Qadir.

## Pakistan

### Procédure d'action urgente

97. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des deux personnes suivantes :

a) Un garçon de 17 ans qui aurait été enlevé le 23 mai 2021 à son domicile de Gomazi, dans le district de Kech (province du Baloutchistan), par les membres du Frontier Corps et des agents la Direction générale du renseignement interservices ;

b) Jahanzaib, qui aurait été enlevé le 9 avril 2021 devant le Park Hotel de Turbat, dans le district de Kech (province du Baloutchistan), par des agents de la Direction générale du renseignement interservices.

### Procédure ordinaire

98. Le Groupe de travail a porté 56 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

### Application de la règle des six mois

99. Le 21 mai 2021, le Gouvernement a communiqué des informations au sujet d'un cas en suspens auquel le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, concernant Idris Khattak.

### Informations reçues du Gouvernement

100. Le 21 mai 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 15 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

101. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement afghan une copie des dossiers correspondants.

### Élucidation

102. À la lumière des informations précédemment communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés 11 cas concernant les personnes suivantes : Ejaz Mohammad et Ilyas Mohammed, qui seraient détenus dans le centre

<sup>37</sup> Voir NGA 5/2021.

d'internement de Lakki Marwat ; Daniyal Waheed, Shafqat Hussain Malik, Mahfooz Ismail Notkani, Muhammad Arif Khuda Nizar, Farman Khan, Muhammad Yameen Muhammad Mubeen, Muhammad Jamil, Muhammad Shahbaz et Azizullah, qui seraient en liberté.

### **Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources**

103. À la lumière des informations communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Jahanzaib (voir par. 93 b) ci-dessus), qui aurait été libéré.

### **Informations reçues de diverses sources**

104. Des sources ont communiqué des informations concernant un cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### **Autre lettre**

105. Le 29 juin 2021, le Groupe de travail a envoyé une « autre lettre » dans laquelle il saluait la décision du Gouvernement d'introduire un projet de loi érigeant la disparition forcée en infraction. Il a constaté avec satisfaction que la définition de la disparition forcée donnée dans le projet de loi était celle de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et a proposé certains amendements tendant à alourdir les peines envisagées et à favoriser la cohérence terminologique dans l'ensemble du projet de loi<sup>38</sup>.

### **Observation**

106. Le Groupe de travail salue la décision du Gouvernement de présenter un projet de loi érigeant la disparition forcée en infraction mais constate avec préoccupation qu'il a par la suite tenté d'ajouter des dispositions qui, si elles étaient adoptées, auraient notamment pour effet d'exposer à de lourdes sanctions les sources signalant un cas présumé de disparition forcée et de fixer des règles de preuve ambiguës.

107. Le Groupe de travail appelle de nouveau l'attention sur son rapport consacré aux meilleures pratiques concernant les disparitions forcées faisant l'objet de dispositions dans la législation des États, ainsi que sur d'autres recommandations adressées au Gouvernement dans ses communications récentes sur la question<sup>39</sup>. Il réaffirme qu'il est disposé à fournir une assistance technique et autre à l'État pakistanais, aux fins notamment de l'application de la nouvelle législation sur les disparitions forcées.

108. Le Groupe de travail rappelle le rôle crucial que jouent les proches de victimes de disparition forcée dans la lutte pour la vérité et la justice pour toutes les personnes disparues au Pakistan. Leur vécu et les connaissances qu'ils ont acquises en la matière devraient être reconnus et dûment pris en compte dans les initiatives publiques visant à lutter contre ce crime odieux. Le Groupe de travail demande donc une nouvelle fois au Gouvernement de mettre en place une procédure permettant aux victimes, aux membres de leur famille, aux représentants des organisations de la société civile et aux autres acteurs concernés de participer à l'élaboration et à l'examen de ce projet de loi de manière ouverte, inclusive et transparente.

## **Philippines**

### **Lettre d'allégation conjointe**

109. Le 27 mai 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire, le harcèlement et l'incrimination pénale de trois défenseurs des droits de l'homme<sup>40</sup>.

<sup>38</sup> Voir PAK 7/2021.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Voir PHL 3/2021.

110. Le 2 septembre 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation envoyée le 27 mai 2021.

## **Qatar**

### **Lettre d'allégation conjointe et réponse**

111. Le 27 juillet 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant la détention arbitraire et la disparition forcée de Malcolm Bidali, travailleur migrant ressortissant du Kenya, et les accusations portées par la suite contre lui<sup>41</sup>.

112. Le 8 septembre 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation envoyée le 27 juillet 2021.

## **Fédération de Russie**

### **Application de la règle des six mois**

113. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à un cas, concernant Magomed Gadaev.

### **Informations reçues du Gouvernement**

114. Le 1<sup>er</sup> août et le 3 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant sept cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### **Élucidation**

115. À la lumière des informations précédemment communiquées par le Gouvernement ukrainien, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Sergei Remenyuk, qui serait décédé.

### **Observation**

116. Le Groupe de travail demande à nouveau des informations sur les recherches visant à déterminer le sort des personnes disparues et le lieu où elles se trouvent, notamment sur les mesures prises pour localiser et identifier leurs restes et les faire parvenir aux familles en vue de leur inhumation. Il demande en outre des informations précises sur les mesures prises par les autorités russes pour permettre aux proches des personnes disparues de participer aux recherches.

## **Rwanda**

### **Procédure ordinaire**

117. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, deux cas concernant les personnes suivantes :

a) Jean Nsengimana, qui aurait été enlevé par la police le 28 septembre 2019 entre 14 heures et 15 heures, alors qu'il se trouvait à bord du bus Ruhire Express. M. Nsengimana voyageait avec son frère, Antoine Zihabamwe ;

b) Antoine Zihabamwe, qui aurait été enlevé par la police le 28 septembre 2019 entre 14 heures et 15 heures, alors qu'il se trouvait à bord du bus Ruhire Express. M. Zihabamwe voyageait avec son frère, Jean Nsengimana.

<sup>41</sup> Voir QAT 1/2021.

## Arabie saoudite

### Procédure d'action urgente

118. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement les cas des deux personnes suivantes :

a) Abdullah bin Yousef Jelan, ressortissant saoudien qui aurait été enlevé au domicile d'une connaissance dans le quartier de Shadhah, à Médine, le 12 mai 2021, par des membres des forces de sécurité de l'État ;

b) Lina Alsharif, ressortissante saoudienne qui aurait été arrêtée à son domicile à Riyad, le 26 mai 2021, par des agents de la Sûreté de l'État d'Arabie saoudite.

### Application de la règle des six mois

119. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à quatre cas, concernant Meghnath Bhusal, Saud Faleh Awad al-Anzi, Sultan Hamid Marzouk al-Anzi et Lina Alsharif.

120. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement népalais une copie du dossier concernant Meghnath Bhusal.

### Informations reçues du Gouvernement

121. Les 20 avril et 2 juillet 2021, le Gouvernement a communiqué des informations sur les cas concernant Zuhair Jamal Hamdan, Alaaeddin al-Rashi, Jamal Khashoggi, Turki bin Abdulaziz bin Saleh al Jasser et Mohamed Monzer al Imam, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

122. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement syrien une copie des dossiers concernant Mohamed Monzer al Imam et Alaaeddin al-Rashi.

### Élucidation

123. À la lumière des informations communiquées par le Gouvernement, sur lesquelles les sources concernées n'ont fait aucune observation appelant un plus ample examen du Groupe de travail au cours des six mois suivant la communication, celui-ci a décidé de considérer comme élucidé le cas de Yasser Abdullah al Ayyaf, qui serait en détention.

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

124. À la lumière des informations communiquées par le Gouvernement et confirmées par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas d'Abdelrahman Farhaneh et de Samir Sfeir, détenus dans un lieu connu, ainsi que celui de Mohsen al-Korbi, remis en liberté.

125. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie des dossiers concernant Abdelrahman Farhaneh et Samir Sfeir aux Gouvernements jordanien et libanais, respectivement. Une copie du dossier concernant Mohsen al-Korbi a également été adressée aux Gouvernements qatarien et yéménite.

### Informations reçues de diverses sources

126. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur trois cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### Appel urgent conjoint

127. Le 27 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant les cas de Mohammed al-Shakhouri et d'Asaad Makki Shubbar (membre de la minorité chiite) qui, au terme de procès non conformes aux garanties d'une procédure régulière, ont été condamnés à mort pour des

infractions ne faisant manifestement pas partie des « crimes les plus graves », comme le voudrait le droit international<sup>42</sup>.

### **Observation**

128. Le Groupe de travail rappelle que, conformément à l'article 10 (par. 2) de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, des informations exactes sur la détention des personnes privées de liberté et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent être rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.

## **Sri Lanka**

### **Procédure ordinaire**

129. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, le cas de Pritheepan Francis, qui aurait disparu en avril 2017 à Colombo. M. Francis aurait été enlevé par des membres des services de renseignement militaires sri-lankais en représailles contre son frère, soupçonné de coopérer avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul.

### **Informations reçues de diverses sources**

130. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### **Autre lettre conjointe et réponse**

131. Le 9 août 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une autre lettre concernant l'adoption et l'application du règlement n° 01 de 2021 relatif à la prévention du terrorisme par la déradicalisation des personnes professant une idéologie religieuse extrémiste violente, publié au journal officiel le 12 mars 2021<sup>43</sup>.

132. Le 11 août 2021, le Gouvernement a répondu à l'autre lettre conjointe envoyée le 9 août 2021.

## **République arabe syrienne**

### **Procédure ordinaire**

133. Le Groupe de travail a porté 36 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire (voir annexe I).

### **Informations reçues du Gouvernement**

134. Le 30 août 2021, le Gouvernement turc a communiqué des informations concernant un cas relevant de la République arabe syrienne, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

### **Observation**

135. Le Groupe de travail demande des informations sur les mesures prises par les autorités syriennes pour déterminer le sort des 36 personnes disparues et le lieu où elle se trouvent (voir annexe I). Si leur décès est confirmé, il demande à nouveau d'être informé des mesures prises pour identifier les restes de ces personnes et les restituer à leurs proches.

<sup>42</sup> Voir SAU 10/2021. Après sa 125<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a reçu du Gouvernement une réponse dont il sera fait mention dans le rapport qui devrait être adopté à sa 126<sup>e</sup> session (A/HRC/WGEID/126/1).

<sup>43</sup> Voir LKA 3/2021. Voir également [http://www.documents.gov.lk/files/egz/2021/3/2218-68\\_E.pdf](http://www.documents.gov.lk/files/egz/2021/3/2218-68_E.pdf).

136. Le Groupe de travail appelle de nouveau les autorités syriennes à mettre immédiatement un terme aux disparitions forcées et à empêcher que de nouveaux cas aient lieu, à rechercher et à localiser les victimes, à mener des enquêtes transparentes, indépendantes et efficaces sur ces atteintes aux droits, en mettant particulièrement l'accent sur les décès en détention signalés, à traduire les auteurs de tels actes en justice et à accorder une réparation aux familles des personnes disparues.

## Tunisie

### Lettre d'allégation conjointe

137. Le 20 septembre 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant Slimane Bouhafis, ressortissant algérien ayant le statut de réfugié en Tunisie qui aurait disparu le 25 août 2021 à Tunis, avant de réapparaître quatre jours plus tard dans un commissariat de police à Alger, ville où il était accusé d'infractions liées au terrorisme dans le cadre de ses activités de militant<sup>44</sup>.

## Turquie

### Procédure d'action urgente

138. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement le cas d'Orhan Inandi, ressortissant kirghize et turc qui aurait été enlevé le 31 mai 2021 près de son domicile à Bichkek par des agents présumés être affiliés aux services de renseignement turcs. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie du dossier au Gouvernement kirghize.

### Application de la règle des six mois

139. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à un cas, concernant Davut Altinkaynak.

### Informations reçues du Gouvernement

140. Le 6 septembre 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 14 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

### Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

141. À la lumière des informations précédemment communiquées par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas d'Orhan Inandi (voir par. 138 ci-dessus), qui aurait été transféré de force du Kirghizistan vers la Turquie, où il est actuellement détenu.

142. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé le cas de Hüseyin Galip Küçüközyiğit, qui serait détenu dans un lieu connu.

### Observation

143. Le Groupe de travail regrette profondément que les services de renseignement turcs soient impliqués, de leur propre aveu, dans l'enlèvement et le transfert forcé de M. Inandi et de M. Gülen (voir par. 76 et 138 ci-dessus) au Kirghizistan et au Kenya, respectivement. Il demande instamment au Gouvernement turc d'appliquer les recommandations formulées dans son dernier rapport annuel au sujet des disparitions forcées dans le contexte d'un transfert transnational, notamment en cessant de justifier les disparitions forcées par la nécessité de protéger la sécurité nationale, de lutter contre le terrorisme et de s'attaquer à l'extrémisme, en menant des enquêtes indépendantes et efficaces sur les violations des droits

<sup>44</sup> Voir TUN 7/2021.

de l'homme liées à ces pratiques, en faisant en sorte que les auteurs aient à répondre de leurs actes et que les victimes et les membres de leur famille jouissent du droit à un recours utile et en prenant toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des cas semblables ne se produisent à l'avenir<sup>45</sup>.

## Émirats arabes unis

### Procédure ordinaire

144. Le Groupe de travail a communiqué au Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, un cas concernant Muhammad Jaffer, ressortissant pakistanais qui aurait été arrêté le 17 octobre 2020 à son domicile d'Al Shuweiheh, dans l'État de Charja (Émirats arabes unis), par des agents armés des services de sécurité de l'État qui se sont présentés comme des policiers.

145. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé au Gouvernement pakistanais une copie du dossier.

### Informations reçues de diverses sources

146. Des sources ont communiqué des informations actualisées sur un cas en suspens, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

### Appel urgent conjoint

147. Le 30 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant l'extradition imminente présumée de Ravil Mingazov vers la Fédération de Russie, où il risquait d'être torturé et détenu arbitrairement. M. Mingazov s'est réinstallé aux Émirats arabes unis en 2017 après avoir été détenu à Guantanamo. Il est depuis lors en détention dans un lieu inconnu, sans inculpation ni perspective de procès, et subit de mauvais traitements<sup>46</sup>.

### Lettre d'allégation conjointe et réponse

148. Le 25 juin 2021, le Groupe de travail et d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre d'allégation conjointe concernant le procès en cours du défenseur des droits de l'homme syrien Abdulrahman Muhammad Al-Nahhas<sup>47</sup>.

149. Le 18 août 2021, le Gouvernement a répondu à la lettre d'allégation conjointe envoyée le 25 juin 2021. Le Groupe de travail examinera cette communication dès qu'il en aura reçu la traduction.

## Uruguay

### Application de la règle des six mois

150. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à un cas.

### Informations reçues du Gouvernement

151. Le 17 août 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant 19 cas, lesquelles n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

<sup>45</sup> A/HRC/48/57, par. 60.

<sup>46</sup> Voir ARE 5/2021.

<sup>47</sup> Voir ARE 4/2021.

## Ouzbékistan

### Application de la règle des six mois

152. Le Gouvernement a communiqué des informations sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à deux cas, concernant Alisher Haydarov et Rahmiddin Saparov.

### Informations reçues du Gouvernement

153. À la lumière des informations communiquées par le Gouvernement turc le 30 août 2021, le Groupe de travail a décidé de classer parmi les dossiers concernant la Turquie le cas de Gurbuz Sevilay, toujours en suspens.

## Venezuela (République bolivarienne du)

### Procédure d'action urgente

154. Agissant au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement un cas concernant Freddy Alejandro Guevara Cortes, qui aurait été arrêté le 12 juillet 2021 à Caracas par des agents présumés appartenir à la Direction générale du contre-espionnage militaire ou au Service de renseignement national bolivarien.

### Application de la règle des six mois

155. Le 29 juillet 2021, le Gouvernement a communiqué des informations concernant un cas en suspens auquel le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois, concernant M. Guevara Cortes (voir par. 154 ci-dessus).

### Informations reçues du Gouvernement

156. Le 29 juillet 2021, le Gouvernement colombien a communiqué des informations sur deux cas concernant des ressortissants colombiens qui auraient disparu en République bolivarienne du Venezuela, mais ces informations ont été jugées insuffisantes pour élucider les cas en question.

## Yémen

### Procédure ordinaire

157. Le Groupe de travail a annoncé en septembre 2019 qu'il commencerait à réunir des informations sur les violations assimilables à des disparitions forcées ou involontaires qui auraient été commises par des acteurs non étatiques<sup>48</sup>. Il a ainsi porté à l'attention du Gouvernement, selon sa procédure ordinaire, quatre cas assimilables à des disparitions forcées, qui se seraient produits sur le territoire contrôlé par les autorités de facto à Sanaa, concernant les personnes suivantes<sup>49</sup> :

- a) Omar Muhammed Ali al Qiyam al Sherif, qui aurait été enlevé le 2 janvier 2016 par des membres d'un groupe armé associé aux autorités de facto de Sanaa, lors d'une descente à son domicile d'Al Hudaydah ;
- b) Yasser Muhammad Ali Ibrahim Juneyd, qui aurait été enlevé le 20 février 2017 par un groupe armé associé aux autorités de facto de Sanaa, lors d'une descente à son domicile d'Al Saada ;
- c) Ghazali Ali Hassan Abd Abdallah Muhedbi, qui aurait été enlevé le 15 octobre 2015 par un groupe armé associé aux autorités de facto de Sanaa à Al Hudaydah ;

<sup>48</sup> A/HRC/42/40, par. 94.

<sup>49</sup> Le Groupe de travail souligne que le fait que des cas aient été portés à l'attention des autorités de facto à Sanaa ne constitue en aucune manière l'expression d'une quelconque opinion concernant le statut juridique de tout territoire, ville ou région, ou de ses autorités.



d) Tareq Ahmed Said Mohammed Khaleq, qui aurait été enlevé le 18 mars 2016 par une milice armée associée aux autorités de facto de Sanaa, lors d'une descente à son domicile, dans le village d'Al Qamariyah.

## Annex I

### Standard procedure cases

#### Pakistan

1. The Working Group transmitted 56 cases to the Government, concerning:
  - (a) Muhammad Umar, allegedly abducted in December 2015 in Owde Kallia, Bannu District, Khyber Pakhtunkhwa Province, by the Pakistan Military Intelligence.
  - (b) Sayar Khan, allegedly abducted on 23 December 2018 in the Mardan District, Khyber Pakhtunkhwa Province, by the Pakistan Military Intelligence.
  - (c) Shafi Ullah, allegedly abducted on 28 May 2020 from his home in Mosai, Post Office and Tehsil Dosli, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
  - (d) Muhammad Kamran Nil, allegedly abducted on 14 July 2019 in Laki Marwat by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence, and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (e) Farhad Khan Nil, allegedly abducted on 20 November 2020, from his home at Ziyarat road tour dair, Swabi District, Lahore Province by the Pakistan Military Intelligence, the Pakistan Inter-Services Intelligence and/or State Intelligence Agents.
  - (f) Bakhtyar Nil, allegedly abducted on 26 August 2021, in Masjid aqsa Street, Attock by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (g) Yaqoob jan Nil, allegedly abducted on 4 November 2015 from his home in Madina colony zikh quay, Post office umar zai charsadda by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence, and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (h) Abu Bakar Nil, allegedly abducted on 24 July 2009 at the Shop Pakeeza Shoes Safdar Market, Mardan by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (i) Jamroz Khan Nil, allegedly abducted on 10 August 2015 in front of Nadra office Khabar Agency by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (j) Kamran Ahmed Nil, allegedly abducted on 4 July 2017 at a clinic in Gujranwala by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (k) Muhammad Bashir Nil, allegedly abducted on 24 June 2020 in Barrier 2 Wah cant, Taxila Rawalpindi by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (l) Badar Khan Nil, allegedly abducted on 19 July 2009 from Ship Chowk, Kanjoo, Swat District by The Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (m) Nassar Khan Nil, allegedly abducted on 19 July 2009 from Ship Chowk, Kanjoo, Swat District by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (n) Ijaz Haider Nil, allegedly abducted on 02 June 2011 in Charsada Road, Mardan by The Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.
  - (o) Abdul Basit Nil, allegedly abducted on 11 August 2016 from his home in Mohallah shaheed abad V & Post office Shewa, swabi KPK District by the Intelligence

agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(p) Mudasir Shah Nil, allegedly abducted on 09 June 2011 from his home in Asodi Payan P.o Akora Khtak Tehsil, Noshetra District by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(q) Shohaib Ishaq Nil, allegedly abducted on 21 August 2015 with his friends in Samanabad Faisalabad by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(r) Muhammad Faisal Nil, allegedly abducted on 10 November 2015 in a park near Lahore Iari Adda by The Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(s) Amjad Ali Nil, allegedly abducted in 2009 when he was 17 from kuza bandi tehsil kabal, Swat District by The Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(t) Khalid Mahmood Nil, allegedly abducted on 19 December 2017 from his home in Village Banora, P.o Town kiriyali, tehsil shray alamgiyr Gujrat District by the Intelligence agency forces, the Pakistan Military Intelligence and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(u) Khair Ullah, allegedly abducted on 28 April 2013 in Mohajir Camp No-9, Ittehad Town, Karachi Sindh District by the Pakistan Military Intelligence.

(v) Lalmar Khan, allegedly abducted on 14 March 2021 from Dogar Umarzai, Town-Ship Bannu, Bannu District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(w) Jawed Mohammad, allegedly abducted on 1 April 2021 from his home in Dand Kala Khadar Khel, Post Office and Tehsil Datta Khel, North Waziristan Agency District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(x) Umar Muhammad, allegedly abducted in December 2020 in Owde Kallia, Bannu District, Khyber Pakhtunkhwa Province, by the Military.

(y) Nafiz Khan, allegedly abducted on 18 August 2018 from his home in Bachki, Bannu District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(z) Khan Noor, allegedly abducted on 01 June 2020 in Datta Khel Bazar, Tehsil Datta Khel, North Waziristan Agency District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(aa) Siddique Khan, allegedly abducted on 13 December 2020 in Sezha Khai-Sarai, South Waziristan Agency District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(bb) Abid Syed, allegedly abducted on 28 July 2014 in Hayat Abad, Urban, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Pakistan Military Intelligence.

(cc) Sadaqat Syed, allegedly abducted on 14 July 2014 on his way from Islamabad to Peshawar, Khyber Pakhtunkhwa Province, by the Pakistan Military Intelligence.

(dd) Abdul Rasheed Nil, allegedly abducted on 31 January 2008 in Zangi Tower Nushki, Nushki District by the Frontier Corps.

(ee) Ahmed Saeed, allegedly abducted on 29 August 2013 at Jungle Cross in Mastung by the Frontier Corps and/or the Pakistan Inter-Services Intelligence.

(ff) Muza Hazrat, allegedly abducted on 09 November 2012 when he was 16 from his school at Inam Khwaro Chinagai, Post Office Enayat Kally, Tehsil, Bajaur District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(gg) Abdul Kalam, allegedly abducted on 27 June 2020 at the Khar-Qamar Military Check Post, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(hh) Imran Khan, allegedly abducted on 06 July 2019 at Bata Thal Bazar, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

- (ii) Abad Khan, allegedly abducted on 20 March 2020 from his home in Kani Rogha, Manzar Khel, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (jj) Ali Mat Khan, allegedly abducted on 10 July 2020 at the Khar-Qamar Military Check Post, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (kk) Bilal Khan, allegedly abducted on 26 October 2016 when he was 16 from his village Beghum Banda, Gharri Usman Khel, Tehsil Samad Ranizai, Malakand District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Pakistan Military Intelligence.
- (ll) Gleen Khan, allegedly abducted on 12 June 2010 in Shawal, South Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (mm) Gul Naif Khan, allegedly abducted on 29 September 2015 in Lakki Gate, Bannu District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Pakistan Military Intelligence.
- (nn) Imran Khan, allegedly abducted on 05 April 2011 in Chalirai, Tehsil Makeen, South Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (oo) Mir Ajab Khan, allegedly abducted on 08 January 2021 from his home in Kani Rogha, Manzar Khel, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (pp) Noor Dat Khan, allegedly abducted on 20 March 2020 from his home in Kani Rogha, Manzar Khel, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (qq) Saddam Khan, allegedly abducted on 14 February 2017 in Fatu Abdur Rahima, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (rr) Waleed Khan, allegedly abducted on 05 December 2016 in front of Mardan prison, Mardan, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (ss) Mohammad Asif Nil, allegedly abducted on 31 August 2018 from Zangi Tower, Nushki District, Balochistan Province by the Frontier Corps.
- (tt) Younas Muhammad, allegedly abducted on 21 May 2009 in Ring Road, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (uu) Naseebullah Nil, allegedly abducted on 25 November 2014 from his shop Rakhshani Tent Service, Chagai Stop Qaziabad Nushki, Nushki District by the Pakistan Inter-Services Intelligence.
- (vv) Qazi Ur Rehman, allegedly abducted on 01 June 2014 in the Post Office and Tehsil Miran Shah, Village Hamzoni, Shana Khwarra, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (ww) Abid Hussain Shah, allegedly abducted on 14 October 2012 in Konish Vally Battal, Village Siraj Abad, Mansehra District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Pakistan Military Intelligence.
- (xx) Ullah Atiq, allegedly abducted on 27 January 2016 in Madina Colony, Bada Ber, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Pakistan Military Intelligence.
- (yy) Shaukat Ullah, allegedly abducted on 24 April 2015 in Sepah Soran Khel, Khyber Agency District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (zz) Amal Khan, allegedly abducted on 07 August 2009 in Kohat Road, Mattani Area, Peshawar District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (aaa) Taib Ullah, allegedly abducted on 05 May 2020 in Kajuri Zakar Khel, Tehsil Mir Ali, North Waziristan District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.
- (bbb) Yousof Muhammad, allegedly abducted on 14 February 2014 at Janjal Ghot, Karachi District, Sind Province by the Military.
- (ccc) Ibrahim Muhammad, allegedly abducted on 31 March 2017 at Tirah Maidan, Tehsil Barra, Khyber Agency District, Khyber Pakhtunkhwa Province by the Military.

(ddd) Abdul Aziz Umar, allegedly abducted on 16 February 2017 at G-15 Sector, Islamabad Capital Territory, Islamabad District by the Military.

## **Syrian Arab Republic**

2. The Working Group transmitted 36 cases to the Government, concerning:

(a) Quentin Le Brun, allegedly abducted on 21 January 2019 by the Syrian Democratic Forces after surrendering near Baghouz. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(b) Rudy Delphine, allegedly abducted in January 2019 by the Syrian Democratic Forces after surrendering near Baghouz. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(c) Mohand Ouali Bensidhoum, allegedly abducted by the Syrian Democratic Forces in 2015 and last seen at Hasakah prison in 2019. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(d) Haroune Belfilali, allegedly abducted by the Syrian Democratic Forces in 2018. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(e) Mohamadi Reda, allegedly abducted by the Syrian Democratic Forces in 2017. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(f) Sofiane Derrou, allegedly abducted by the Syrian Democratic Forces in 2018 in Raqqa. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(g) Rachid Rahimy, allegedly abducted by the Syrian Democratic Forces in 2019 in Derik. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to France and Iraq, respectively;

(h) Abdul Ghani Al Droubi, allegedly arrested on 15 December 2012 by the Political Security Force agents at the North (Pullman) bus station in Homs city;

(i) Wasim Al Zahran, allegedly arrested by the Syrian Armed Forces on 15 December 2012 while was stationed at a military camp in Harran al Awamid in the Eastern Ghouta;

(j) Muhammad Al Sharif, allegedly arrested in October 2013 by agents of the Syrian Air Security Forces at a checkpoint between al Dmair town in Damascus Suburbs Governorate and Damascus;

(k) Muhammad Al Hatem, allegedly arrested on 6 July 2012 by the Syrian Armed Forces at a checkpoint in Aqrab;

(l) Osama Al Hasan, allegedly arrested by the Syrian intelligence services at the Lebanon-Syria border after being forcibly returned from Lebanon. In accordance with its methods of work, the Working Group transmitted a copy of the case to Lebanon;

(m) Muhi al Din Sadeq, allegedly arrested on 14 August 2012 by agents affiliated with the Syrian Political Security Force at a checkpoint close to the Damascus International Airport;

(n) Bashar Zerrou, allegedly arrested on 19 July 2012 by members of the Syrian Armed Forces at a checkpoint in Jam'iet al Zahraa neighborhood in Aleppo;

(o) Moutaz Yousef, allegedly arrested on 5 August 2013 by members of the Syrian State Security Forces at a checkpoint at the southern entrance to Tartus;

(p) Bahjat Al Saleh, allegedly arrested on 6 February 2014 by members of the Syrian Armed Forces as he arrived in al Sfira city;

- (q) Samir Ata, allegedly arrested on 14 October 2013 by Syrian Armed Forces near a hospital in Dara'a city together with his spouse Samar Hussein;
- (r) Samar Hussein, allegedly arrested on 14 October 2013 by Syrian Armed Forces near a hospital in Dara'a city together with her spouse Samir Ata;
- (s) Qusai Al Hamidi, allegedly arrested on 15 May 2014 by members of the Syrian Armed Forces at a checkpoint in al Dabousiya village;
- (t) Omar Haj Khalaf, allegedly arrested on 14 July 2011 by members of the Syrian Armed Forces in a raid on his house in Kafr Laha;
- (u) Zeyad Batous, allegedly arrested on 13 April 2013 by members of the Syrian Air Security Force at a checkpoint between Deir Ali and al Sayyidah Zaynab;
- (v) Deaa Al Beida, allegedly arrested in September 2012 by members of the Syrian Air Force Intelligence at a checkpoint in Jawbar neighborhood, Damascus;
- (w) Mohamad Jamal Al Beida, allegedly arrested in May 2012 by members of the Syrian Air Force Intelligence during a raid on Jawbar neighborhood in Damascus;
- (x) Mahmoud Huweyli, allegedly arrested on 17 September 2012 by members of the Syrian Armed Forces at Nasreen checkpoint in Damascus;
- (y) Abdul Khaleq Kher Alallah, allegedly arrested in February 2012 by members of the Military Investigations Branch at Al-Zubeidah checkpoint in Homs;
- (z) Rehab Alellawi, allegedly arrested on 16 January 2013 by members of the Syrian Air Force Intelligence in a raid on her relative's house in Damascus;
- (aa) Ibrahim Zaher, allegedly abducted on 22 April 2011 by an armed group affiliated with the Syrian Armed Forces in al Mayadeen;
- (bb) Abdul Karim Uwayjan, allegedly abducted on 12 April 2012 by an armed group affiliated with the Syrian Armed Forces from a restaurant in Tal Kalakh;
- (cc) Abdul Hadi Harmoush, allegedly arrested on 10 March 2012 by members of the Syrian Armed Forces in a raid on his home in Wadi al Nasim neighbourhood in Idlib;
- (dd) Ahmad Al-Sheikh, allegedly arrested on 19 February 2012 by members of the Air Force Intelligence at a checkpoint in Al-Dakakni neighborhood of Al Bahsa;
- (ee) A minor, allegedly arrested on 2 August 2012 by members of the Air Force Intelligence at a checkpoint near Al-Kiswa in Damascus countryside;
- (ff) (Jamal Al Khatib, allegedly arrested on 23 November 2011 by members of the Syrian Air Security Forces during a raid on his home in Mu'adamiyet al Sham;
- (gg) Fouad Ibrahim, allegedly arrested on 22 August 2012 by members of the Air Security Forces at a checkpoint near Al Kabbas bridge in Damascus;
- (hh) Mohammad Ajaj, allegedly arrested on 15 September 2015 by members of the Syrian Armed Forces at a security checkpoint in the Al-Fayhaa area in Damascus while travelling by bus to northern Syria;
- (ii) Muhammad Juha, allegedly arrested by the Syrian Armed Forces on 12 May 2013 on Baghdad Street in Damascus;
- (jj) Mustafa Tadfi, allegedly arrested by the Syrian Armed Forces on 28 May 2013 in the vicinity of Al Sakhour and Al Haydariya neighborhoods in Aleppo.

[English and Spanish only]

## Annex II

### General allegation

#### Bangladesh

1. The Working Group received information from sources concerning alleged violations and obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Bangladesh
2. This general allegation must be read in addition to those already transmitted to the Government of Bangladesh respectively on 4 May 2011, 9 March 2016, 22 February 2017 and 22 May 2019, to which no reply has been provided. The lack of responses from the government – including on the request to carry out a visit to the country, which remains unanswered since 12 March 2013 – is all the more troubling, bearing in mind that the all allegations received refer to the frequent and ongoing use of enforced disappearance as a tool by law enforcement agencies, security and intelligence forces, especially to target political opponents or other dissidents.
3. On this occasion, the sources recall that nearly 600 people have been forcibly disappeared by security forces since 2009. The majority were either released or eventually formally produced in court as arrests, but dozens were found dead. The sources refer to 86 documented cases in which the victims' fate and whereabouts remain unknown.
4. The sources confirm that, besides the Bangladesh police, the Rapid Action Battalion (RAB) – a counterterror paramilitary unit, under the Ministry of Home Affairs, also actively involved in the “war on drugs”, launched in May 2018 – would be admittedly involved in the majority of cases, by routinely picking up people, extra-judicially killing them and disposing the bodies. The Working Group was also informed that members of the RAB would be eligible to participate in UN peacekeeping operations, without any previous investigation into their alleged involvement in the commission of human rights abuses or a thorough vetting process. Similarly, there are allegations that officers involved in the commission of human rights violations or willing to oversee such abuses appear to be promoted and rewarded within the Bangladesh security and law enforcement forces.
5. Pursuant to the information received by the Working Group, enforced disappearance is used as a tool to curb any criticism against the government or form of political opposition. Accordingly, gross human rights violations, including enforced disappearance, dramatically increased ahead of the 2014 election and in the lead-up of the 2018 election. In this context, tactics of mass arrest of opposition leaders and activists, accused in fabricated cases, have allegedly been deployed.
6. The sources reported how surveillance (in the form of physical surveillance, as well as interception of telecommunications and tracking social media, through international mobile subscriber identity-catchers, location-based social network monitoring system software, and Wi-Fi interceptors) is used in the commission of enforced disappearances, as part of the mentioned crackdown on opposition. These surveillance tactics have allegedly been expanded in the context of the pandemic, targeting those who appear to be critical of the State's response to COVID-19.
7. The Working Group was also informed that relatives of forcibly disappeared persons are threatened not to pursue investigations. Instances of extortion against families, with false promises of releasing their loved ones or providing medical care, have also been reported.
8. The sources referred that police officers would allegedly refuse to register complaints concerning enforced disappearances or only accept them upon removal of any allegations of law enforced involvement. When complaints are registered, there seemingly is no investigation and closure reports are filed, including in cases where courts ordered an

investigation. Reportedly, the three existing avenues to seek recourse against the failure to search for the disappeared, investigate and hold those responsible accountable (i.e. the Police Internal Oversight Unit, the National Human Rights Commissions or the courts) would be essentially set up to fail. Victims and their relatives are thus allegedly left without an effective remedy and redress.

9. The Working Group also learned about the alleged existence of legal mechanisms that would facilitate the impunity of perpetrators, including the constitutionally guaranteed right of the parliament to provide indemnity through law to any State officer for any act done to maintain or restore order, and to lift any sanctions inflicted on this person; the need to obtain prior government approval to bring criminal charges against public officials for offences committed while acting in official capacity; and military laws shielding members of the armed forces (including the RAB) from being prosecuted by the civilian justice system. Moreover, the sources reported that Section 13 of the Armed Police Battalions Ordinance makes it virtually impossible to prosecute any member of the RAB.

10. The Working Group would be grateful for your Excellency's Government cooperation and observations on the following questions:

(a) Please provide any additional information and any comment you may have on the above-mentioned allegations.

(b) How does your Government ensure the right to a prompt and effective judicial remedy as a means of determining the whereabouts of persons deprived of their liberty?

(c) How does your Government ensure that persons suspected of having committed an offence of enforced disappearance are not in a position to influence the progress of an investigation by means of pressure or acts of intimidation or reprisal aimed at the complainant, witnesses, relatives of the disappeared person or their counsel, or at persons participating in the investigation? In particular, how does your Government secure that persons alleged to have committed an enforced disappearance are suspended from any official duties during the investigation of the corresponding complaint is carried out?

(d) How does your Government ensure that individuals responsible for gross human rights violations, including enforced disappearance, undergo a thorough vetting process and are removed from security institutions, and are not allowed to participate in missions abroad, including UN peacekeeping operations?

(e) How does your Government ensure that any person, having knowledge or legitimate interest, who alleges that a person has been subjected to enforced disappearance is able to lodge a complaint to a competent and independent State authority? How does your Government ensure that enforced disappearances are promptly, thoroughly and impartially investigated by the authority even if there has been no formal complaint and, especially, if it has been impossible to register such a complaint?

(f) What steps does your Government take to protect complainants, witnesses, relatives of disappeared persons and their counsels, human rights defenders and members of associations concerned with attempting to establish the circumstances of enforced disappearances and assist victims of enforced disappearance from ill-treatment, intimidation (including through unwarranted surveillance) or reprisals?

(g) What steps does your Government take to ensure that any ill-treatment, intimidation or reprisal or any other form of interference against the persons mentioned in the previous point is subjected to a prompt, thorough, independent and impartial investigation and those responsible are prosecuted and appropriately punished?

(h) Which special measures has your Government undertaken to protect from harassment and reprisals the persons mentioned in the previous point and to investigate any corresponding instance of ill-treatment, intimidation or reprisal in the context of the COVID-19 pandemic?

(i) How does your Government ensure the right of victims and their relatives to an effective remedy, which should at minimum guarantee cessation of violations, restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition?



(j) Please provide information on how does your Government ensure that persons alleged to have committed an enforced disappearance are tried only by the competent ordinary courts, to the exclusion, in particular, of military courts.

(k) How does your Government ensure that persons who have or are alleged to have committed enforced disappearance do not benefit from any measures that might have the effect of exempting them from any criminal proceedings or sanction?

## **Honduras**

1. El Grupo de Trabajo recibió información de fuentes fidedignas sobre obstáculos encontrados en la aplicación de la Declaración sobre la Protección de Todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas en Honduras. La presente alegación general se enfoca principalmente en la falta de avances en el esclarecimiento de las desapariciones forzadas ocurridas en la década de los años ochenta, así como en la inadecuada e insuficiente atención del Estado a las desapariciones forzadas que habrían repuntado después del año 2000.

2. De acuerdo con la información recibida, el número de desapariciones forzadas en Honduras estaría en aumento, presentándose una diversificación de las víctimas y las regiones en donde ocurren. A pesar de ello, habría una falta de voluntad política para priorizar la búsqueda de las víctimas y garantizar su acceso a la justicia. Asimismo, se reporta una persistente práctica de amenazas, intimidación y represalias contra familiares, testigos y personas defensoras de derechos humanos quienes les acompañan.

### **El Contexto Histórico de la Desaparición Forzada en Honduras**

3. Durante la década de los años ochenta, Honduras habría sido escenario de diversas olas de protesta social, así como del despliegue de políticas de Estado de alto impacto coercitivo. Los Gobiernos constitucionales respaldados por las Fuerzas Armadas habrían desplegado una intensa actividad contrainsurgente. La tortura, la ejecución extrajudicial, la desaparición forzada y los juicios irregulares habrían simbolizado una política estatal contra la incipiente oposición armada y contra los movimientos sindicales, líderes de izquierda y sus familiares, aunque también contra personas totalmente ajenas a la protesta social o la lucha armada.

4. Con respecto a las desapariciones forzadas, y considerando testimonios de personas sobrevivientes, las alegaciones se refieren a inhumaciones clandestinas de cadáveres o a personas arrojadas vivas en medio del mar, ríos y copas de los árboles desde aviones del Ejército. La gran mayoría de las desapariciones se habrían producido entre 1981 y 1984, periodo durante el cual Honduras habría vuelto a tener un régimen civil, tras un régimen militar. Sin embargo, las autoridades civiles habrían continuado estando sometidas al poder militar, que en 1979 puso en marcha una estrategia de contrainsurgencia conocida como la 'Doctrina de Seguridad Nacional'. Dicha estrategia habría estado encaminada a combatir la supuesta propagación de la revolución izquierdista en América Central y a eliminar a personas sospechosas de mantener vínculos con los movimientos insurrectos de Honduras y El Salvador o con el gobierno sandinista, que había asumido el poder en Nicaragua tras la revolución de 1979.

5. La fuente registró 184 casos de desaparición forzada ocurridas en el marco de la implementación de la Doctrina de la Seguridad Nacional. Sin embargo, esta cifra no incluiría decenas de desapariciones que nunca fueron reportadas. Todos estos casos quedarían en total impunidad y solamente en cinco de ellos se habría ejercido la acción penal, pero los acusados fueron dejados en libertad. En ese sentido, la Corte Interamericana de Derechos Humanos ha emitido tres sentencias contra el Estado de Honduras por la práctica de la desaparición forzada y un cuarto caso se encuentra en proceso de 'solución amistosa'.

### **Década de los Noventa**

6. A partir de la década de los noventa, las cifras de desapariciones forzadas habrían decrecido significativamente como consecuencia de la desmilitarización del país, el desmantelamiento de las operaciones militares conjuntas entre Estados Unidos y los ejércitos

centroamericanos y la salida de la Contra Revolución nicaragüense. La fuente habría registrado 6 casos de desapariciones forzadas durante este periodo.

### **Década de los años 2000–2009**

7. Durante este periodo, la cifra de desapariciones forzadas se habría vuelto a incrementar ya que, bajo el argumento del combate a la delincuencia organizada, las fuerzas militares habrían vuelto a participar en labores de seguridad pública. Se informa que se habrían multiplicado los casos de tortura, detenciones ilegales, ejecuciones extrajudiciales y desapariciones forzadas de personas por parte de militares, policías y ‘escuadrones de la muerte’. De acuerdo con la fuente, un total de 16 personas plenamente identificadas desaparecieron, siendo fuerzas estatales las principales sospechosas.

### **Crisis Política de 2009 y 2017**

8. De acuerdo a la información recibida, después del golpe de Estado del 28 de junio de 2009, se militarizó el territorio y se organizaron retenes militares y policiales para evitar la concentración de manifestantes. Los agentes estatales habrían hecho un uso excesivo de la fuerza y se criminalizaron las protestas. Durante estos acontecimientos la fuente registró 13 personas detenidas y desaparecidas forzosamente. Las personas detenidas desaparecidas serían defensores de derechos humanos, especialmente líderes o coordinadores del Frente Nacional de Resistencia Popular o simplemente personas acusadas de colaborar con este colectivo. En la actualidad, aún no se habría juzgado a los responsables materiales e intelectuales de estas 13 desapariciones forzadas. Además, se habría documentado hostigamiento y amenazas en contra de los familiares de las víctimas de desaparición forzada, incluso a través de procesos penales por haber ejercido su derecho a la denuncia.

9. En el año 2011, el Comisionado Nacional de Derechos Humanos, habría documentado 28 personas desaparecidas, 7 menores edad y 21 adultos. En una narración de hechos brindada en entrevista a medios de comunicación el 6 de marzo del 2012, el Comisionado habría señalado a agentes del Estado como perpetradores de algunos de los casos, específicamente a agentes de la Dirección Nacional de Investigación Criminal y de la Policía Preventiva.

10. Después de las elecciones generales de 2017, tras los resultados de la elección presidencial, en la que se denunció fraude por parte del partido de oposición, miles de personas se lanzaron a las calles a protestar en diferentes partes del país. Las protestas se habrían tornado violentas como resultado de la represión policial y el gobierno impuso toque de queda. Durante el periodo de restricción a la movilidad, se ha estimado que aproximadamente 1505 personas fueron detenidas y 22 personas fueron ejecutadas a manos de fuerzas de seguridad del Estado. La fuente reporta por lo menos a una persona desaparecida después de ser detenida por la policía militar, acusada de no respetar el toque de queda. Desde el 3 de diciembre de 2017, no se conoce su destino, a pesar de los habeas corpus interpuestos en su favor.

11. En 2018, la fuente registró 50 casos de personas desaparecidas en contextos con altos índices de violencia e inseguridad, fundamentalmente en los departamentos de Cortés y Atlántida. Esta modalidad de desaparición sería la más compleja de documentar y dimensionar, ya que los familiares de estas víctimas no recurren al recurso de habeas corpus y acaban por no interponer ninguna denuncia en los mecanismos de justicia por temor a que las autoridades estén implicadas. Se informa, asimismo, que 1,707 niñas y mujeres han desaparecido en estos contextos.

12. En cuanto a las desapariciones relacionadas con conflictos por la tierra, se informa que el movimiento campesino de Honduras enfrenta una persecución permanente y en ascenso, que expresa la contradicción política por la tenencia de la tierra. Esta contradicción ha sido reprimida con la militarización de amplios territorios, especialmente en el Bajo Aguan donde la fuente ha registrado 6 víctimas de desaparición forzada.

13. Asimismo, el Grupo de Trabajo ha recibido información de otras fuentes, relativa a los ataques en contra de activistas pertenecientes a organizaciones que defienden los derechos sociales, económicos, culturales y territoriales en la comunidad indígena garífuna en ciertas regiones de Honduras. Entre estos incidentes estaría la desaparición forzada de cuatro

personas defensoras de derechos humanos en la comunidad Triunfo de la Cruz, Atlántida, el 18 de julio de 2020, y la alegada falta de avances significativos en las investigaciones y actuaciones judiciales necesarias para esclarecer los casos, así como la insuficiente protección provista a las personas sobrevivientes de dichas organizaciones en la comunidad garífuna (HND 2/2020).

#### *Suspensión de Garantías Constitucionales en el contexto del Covid-19*

14. Como efecto de la suspensión de las garantías constitucionales desde el 16 de marzo de 2020, medida restrictiva fundamentada en el control de la pandemia del COVID-19, el número de personas desaparecidas se habría incrementado en el primer semestre.

15. La fuente hace referencia a reportes de medios de comunicación que indican que, en el primer semestre de 2020, se reportaron 345 desapariciones, de las cuales el 264 son menores de edad y 133 son de sexo femenino. Los casos referentes a menores desaparecidos se reportan con mayor frecuencia en las ciudades de San Pedro Sula, Tegucigalpa, Tocoa, La Ceiba, El Paraíso, Comayagüela, Juticalpa, El Progreso y Trujillo. Sin embargo, las autoridades competentes no tendrían registros. En estos casos se trata de personas que no tienen ninguna militancia social o política.

16. La fuente recibió denuncias de 15 casos donde autoridades estatales estarían plenamente identificadas o son las principales sospechosas. Las desapariciones forzadas ocurrieron en territorios controlados por las fuerzas de seguridad, mediante retenes combinados de policías y militares o las víctimas habían sido previamente detenidas. Este panorama habría intensificado la ya alarmante situación de violencia generalizada, y tuvo impacto sobre mujeres y jóvenes.

17. Entre los elementos comunes entre los casos, la fuente identificó que las denuncias formales interpuestas por los familiares no son investigadas y que, en diversas ocasiones, los funcionarios públicos competentes para conocer los hechos, intimidan a las familias sugiriendo que debe haber alguna causa por la cual sus familiares fueron desaparecidos (participar en actividades ilícitas, por ejemplo). Se informa que a muchas de estas personas el mismo Ministerio Público les llega a recomendar que no presenten denuncias formales, o que no sigan insistiendo, porque no se va a obtener resultados. Asimismo, las operaciones de búsqueda no se activarían inmediatamente después de que se denuncia una desaparición forzada; los investigadores primarios no tomarían en cuenta el contexto en el que se producen los hechos; y las víctimas no tienen acceso a la información sobre las acciones realizadas, o sobre cualquier avance o resultado de la búsqueda y de la investigación. La fuente reporta, asimismo, que el recurso de habeas corpus resulta inefectivo debido a que no es ejecutado en forma adecuada, y los informes obligados no se rinden con la celeridad requerida.

#### **Marco legislativo vigente**

18. Si bien Honduras es Estado parte de la Convención Interamericana de la Desaparición Forzada de Personas y de la Convención Internacional para la Protección de todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas, de acuerdo a la fuente, el delito de desaparición forzada no está tipificado como lo definen estos tratados. El Código Penal aprobado en 2019 y en vigencia desde junio de 2020, tipifica la desaparición forzada como delito autónomo y no como crimen de lesa humanidad. No obstante, sigue sin reunir los estándares internacionales con respecto a este delito. Entre otras cosas, no contempla penas commensuradas a la gravedad del delito ni la responsabilidad de mando en la figura autónoma. Tampoco está caracterizado como un delito continuado.

19. Finalmente, Honduras no ha reconocido la competencia del Comité contra la Desaparición Forzada para recibir y considerar comunicaciones individuales, con lo cual se deniega a las víctimas y a sus familiares del acceso a este mecanismo de protección.

20. El Grupo de Trabajo estaría agradecido por la cooperación y toda la información que pueda proveer el Gobierno de Su Excelencia sobre las siguientes preguntas:

(a) Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?

(b) Sírvase proporcionar información sobre las medidas tomadas por el Gobierno de Su Excelencia para la búsqueda inmediata de las personas desaparecidas, así como para atender los casos históricos de desaparición forzada. Asimismo, sírvase explicar cómo se ha garantizado la participación de las familias de las personas desaparecidas en los procesos de búsqueda.

(c) Sírvase proporcionar información sobre los mecanismos o protocolos de actuación existentes, para la pronta búsqueda e investigación de casos de desaparición forzada denunciados por las y los familiares de las víctimas.

(d) Sírvase proporcionar información sobre las medidas adoptadas por el Gobierno de Su Excelencia para difundir entre las autoridades y la población en general, y para implementar las Directrices sobre COVID-19 y desapariciones forzadas, adoptadas por el Grupo de Trabajo y el Comité contra la Desaparición Forzada.

(e) Sírvase proporcionar información sobre las medidas tomadas por el Gobierno de Su Excelencia para garantizar el derecho a la verdad, a la justicia, a la reparación y a las garantías de no repetición para las víctimas de desapariciones forzadas que ocurrieron durante la década de los 80.

(f) Sírvase proporcionar información sobre las medidas adoptadas por el Gobierno de Su Excelencia para asegurar que la búsqueda de personas en situación de especial vulnerabilidad y en particular de niñas, niños y adolescentes y de mujeres, se lleve a cabo con un enfoque diferencial, a través del diseño y de la implementación de acciones y planes de búsqueda que tengan en cuenta su situación específica.

(g) Sírvase proporcionar información sobre las medidas tomadas por el Gobierno de Su Excelencia para dar cumplimiento a las sentencias emitidas por la Corte Interamericana de Derechos Humanos, en materia de desapariciones forzadas.

(h) Sírvase proporcionar información sobre las medidas tomadas por el Gobierno de Su Excelencia para adecuar la legislación penal en materia de desaparición forzada a los estándares internacionales.

[Spanish only]

## Annex III

### Replies to General allegations

#### Colombia

1. En virtud de la solicitud recibida del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias de la Organización de las Naciones Unidas (ONU), en la cual se informa al Estado colombiano sobre las alegaciones generales que han recibido en relación con la implementación de la “*Declaración sobre la protección de todas las personas contra las desapariciones forzadas en Colombia*”, mediante el presente documento el Estado colombiano da respuesta a los interrogantes presentados en el documento denominado Anexo II “*Alegación general – 123° periodo de sesiones: Colombia*”.

2. En ese contexto, a continuación obra la información pertinente con base en los insumos transmitidos por las siguientes entidades: Fiscalía General de la Nación (FGN); Ministerio de Defensa Nacional; Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas (CBPD); Unidad para la Búsqueda de Personas dadas por Desaparecidas (UBPD); Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses (INMLCF); Jurisdicción Especial para la Paz (JEP); Procuraduría General de la Nación; Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad (CEV); Unidad para las Víctimas (UARIV) y Centro Nacional de Memoria Histórica (CNMH).

#### A. Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿Cuáles son los hechos reales?

3. Desde el Observatorio de Memoria y Conflicto (OMC) del **Centro Nacional de Memoria Histórica** se informa lo siguiente en relación al conjunto de violaciones a los derechos humanos, incluyendo desapariciones forzadas, torturas, ejecuciones sumarias, amenazas de muerte, desplazamiento forzado y despojo ocurridos en los municipios de Recetor y Chámeza, departamento del Casanare, entre noviembre de 2002 y marzo de 2003:

4. Si bien se encuentra registrada la actuación de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (FARC-EP) y el Ejército de Liberación Nacional (ELN) desde 1989 en los municipios, su actuar fue constante en el territorio desde 1991.

5. El nombre correcto de la vereda que aparece como “El Vagón” es “El Vegón”.

6. Se registraron hechos de violencia en las siguientes veredas: Barriales, Centro Sur de Chámeza, Chuyagua, Comogo, El Sunce, El Vegón, Jordán Alto, Jordán Bajo, La Taguara, La Uribe, Magavita Baja, Maracagua, Mundo Viejo, San Francisco, San Rafael, Sinagaza, Teguita Alta, Vigua, Vijagual, Pueblo Nuevo y Volcanes.

7. Se registraron hechos de desaparición forzada en las siguientes veredas: Barriales, Comogo, El Sunce, El Vegón, Jordán Bajo, La Uribe, Teguita Alta y Vijagual.

8. Las víctimas de desapariciones forzadas por parte de grupos paramilitares tenían las siguientes ocupaciones: Campesinos, empleados, estudiantes y ganaderos.

9. Se registran dos hechos de desaparición forzada cuyo presunto responsable son agentes del Estado en connivencia con estructuras paramilitares.

10. Con respecto a las demás afirmaciones planteadas, no se cuenta con información suficiente para confirmar o negar alguna de estas. Es importante mencionar que los hechos victimizantes registrados por el OMC son masacres, asesinatos selectivos, daños a bienes civiles, desaparición forzada, secuestros, violencia sexual, acciones bélicas, atentados terroristas, reclutamiento o utilización de niños, niñas, adolescentes y eventos (atentados, afectaciones e incidentes) por minas.

11. Por otro lado, el Sistema de Información de Eventos de Violencia del Conflicto Armado Colombiano (SIEVCAC) del OMC es una plataforma donde se documentan eventos o hechos de violencia y víctimas directas del conflicto armado desde 1958 hasta la actualidad, a partir de la integración de fuentes sociales e institucionales y la unificación de criterios de registro y clasificación de las circunstancias de modo, tiempo y lugar de los hechos, los responsables y las víctimas del conflicto armado. Asimismo, se debe tener en cuenta que los casos que documenta el OMC están en constante proceso de actualización, razón por la cual los datos presentados pueden registrar cambios en futuros cortes de información.

12. El CNMH invita a visitar el Micrositio del Observatorio de Memoria y Conflicto (OMC) <http://micrositios.centrodememoriahistorica.gov.co/observatorio/>, en donde podrá encontrar infografías de los eventos victimizantes que documentamos, la metodología desarrollada para la caracterización y clasificación de la información y tableros de visualización de los datos del conflicto armado desde 1958 a 2021. Además, podrán descargar todas las bases de datos de las distintas modalidades de violencia para su análisis e interpretación.

13. El **Ministerio de Defensa Nacional** destaca, inicialmente, que el Ejército Nacional tiene como soporte y premisa al momento de cumplir con la misión Constitucional asignada, el respeto y protección de los Derechos Humanos propendiendo por el mantenimiento de la legitimidad institucional como centro de gravedad y reiterando a diario el compromiso de cero tolerancia de todos los integrantes de la Fuerza Pública frente a actuaciones que puedan generar violaciones a los Derechos Humanos, siendo así la institución no ha reconocido ni reconoce la existencia de “alianzas contrainsurgentes” conformadas entre las Fuerzas Militares y grupos paramilitares, pues la realización de cualquier conducta constitutiva de delito o violación a lo DDHH y al DIH corresponde a una responsabilidad individual que de ninguna manera fue respaldada por la Fuerza, y que en este sentido las respectivas autoridades judiciales tienen la obligación de investigar y juzgar.

14. Ahora bien, refiriéndose puntualmente a los hechos relatados en las alegaciones, en primera medida se hará referencia a lo que se manifiesta sobre la denominada Operación Emperador del Ejército Nacional, que según la fuente del Grupo de Trabajo dejó como resultado 62 casos de desaparición forzada en la comunidad de Recetor y 21 casos en la comunidad de Chámeza, así pues, los hechos relatados no corresponden a la realidad, siendo esta que la Operación Emperador se llevó a cabo con el propósito de combatir el accionar criminal de los frentes 27 y 43 (además de la compañía móvil “Urías Rondón”) del grupo armado ilegal de las FARC-EP en los municipios de La Macarena, Mesetas, Puerto Lleras, Puerto Rico, La Uribe y Vistahermosa en el departamento del Meta, y se desarrolló por distintas unidades militares orgánicas de la IV División del Ejército Nacional, siendo su objetivo la destrucción de laboratorios de procesamiento de drogas, la incautación de armamentos y explosivos, la captura de miembros del grupo FARC-EP e incentivar sus integrantes a desmovilizarse de manera individual, todo bajo el ordenamiento jurídico vigente para la época, dicha operación al igual que todas las operaciones militares activadas por el Gobierno Nacional para los años en cuestión se estructuraron para la desarticulación del mencionado grupo armado ilegal, sin que tuviera injerencia en los casos de desapariciones forzadas reportados por la Comunidad de Recetor y Chameza.

15. De otro lado, la Octava División del Ejército Nacional de la cual hace parte el Batallón de Infantería No. 44 Ramón Nonato Pérez, en respuesta al contenido de las alegaciones, ha informado que en virtud del compromiso que tiene la Institución frente al respeto y protección de Derechos Humanos, y su firme propósito de colaborar con el esclarecimiento de cualquier hecho que pueda considerarse como vulnerador de Derechos Humanos hacia la población civil, ha adelantado de manera permanente un seguimiento a las denuncias presentadas por la comunidad de Recetor y Chameza y ha implementado un sistema de control de las actuaciones y decisiones judiciales que alrededor del caso se puedan presentar, sin que a la fecha se haya informado por parte de las autoridades judiciales codenas en contra de algún miembro del Ejército Nacional activo para la fecha de los hechos, situación que permite concluir que si bien algunas actividades militares relacionadas a las alegaciones fueron cuestionadas, ninguna de ellas ha sido en realidad deslegitimada, en el entendido que como se ha señalado el Ejército Nacional nunca implementó una estrategia de alianza contrainsurgente con grupos armados ilegales.

16. Por su parte, la **Fiscalía General de la Nación** señala que para finales del año 2002 e inicios del año 2003, las Autodefensas Campesinas de Casanare, comandadas por HÉCTOR GERMÁN BUITRAGO PARADA, alias “MARTIN LLANOS”, controlaban el sur del Casanare. En este contexto de lucha antisubversiva, se cometen numerosas desapariciones forzadas de personas que habitaban el departamento de Casanare. Los hechos que iniciaron las investigaciones, bajo varios radicados, son las desapariciones forzadas, homicidios y torturas que se presentaron en los municipios de Chámeza y Recetor (Casanare) entre el segundo semestre del año 2002 y el primer semestre de 2003, sobre personas que eran citadas o llevadas arbitraria y forzadamente con el pretexto de que acudieran a reuniones con las mencionadas autodefensas. Una vez retenidas, eran sometidas a torturas y posteriormente ejecutadas y enterradas en fosas comunes. Se tiene probado que, la incursión paramilitar tuvo apoyo de un coronel del Ejército Nacional, quien en ese momento se desempeñaba como comandante de un Batallón del Ejército Nacional que tenía jurisdicción en los municipios de Recetor y Chámeza (Casanare). El móvil de la incursión paramilitar fue la presencia histórica de grupos guerrilleros de las FARC-EP y el ELN en las zonas rurales de los mencionados municipios, teniendo en cuenta la falta de presencia permanente de fuerza pública, lo que hizo estigmatizar a sus pobladores como colaboradores o auxiliadores de los grupos insurgentes.

17. La **Jurisdicción Especial para la Paz** destaca, a su turno, que para dar respuesta a estos interrogantes, es necesario poner de presente que, dada la masividad de los hechos ocurridos en el marco del conflicto armado, la JEP debe implementar herramientas de selección y priorización para centrar los esfuerzos de la investigación penal en los máximos responsables de los más graves delitos contra los derechos humanos y las infracciones al derecho internacional humanitario.

18. Así, si bien en los siete macrocasos que avanzan en esa jurisdicción pueden comprender eventos de desapariciones forzadas, los hechos referidos en la solicitud no se encuentran incluidos en los casos priorizados hasta el momento por la Sala de Reconocimiento de Verdad, de Responsabilidad y de Determinación de los Hechos y Conductas – SRVR – de esa jurisdicción. La **Unidad de Búsqueda de Personas dadas por Desaparecidas en el contexto y en razón del Conflicto Armado** destaca entre su naturaleza y características, que fue creada mediante el Acto Legislativo 01 de 2017, como parte de los mecanismos extrajudiciales incluidos en el Acuerdo Final suscrito por el Gobierno Nacional y las FARC-EP el 24 de noviembre de 2016. La Unidad tiene por objeto dirigir, coordinar y contribuir a la implementación de las acciones humanitarias de búsqueda y localización de personas dadas por desaparecidas en el contexto y en razón del conflicto armado que se encuentren con vida, y en los casos de fallecimiento, cuando sea posible, la recuperación, identificación y entrega digna de sus cuerpos.

19. La UBPD como Entidad de carácter humanitario, tiene por objeto contribuir a aliviar el sufrimiento de las familias que buscan personas dadas por desaparecidas en el contexto y en razón del conflicto armado. Para ello, debe acompañar y asesorar el proceso de búsqueda que inicie con la UBPD y aquellos que ya han emprendido los familiares para encontrar a sus seres queridos.

20. Su naturaleza extrajudicial implica que, con el fin de garantizar la efectividad de su trabajo humanitario, contribuyendo a la satisfacción de los derechos a la verdad y la reparación de las víctimas, y ante todo aliviar su sufrimiento, la información que reciba o produzca no podrá ser utilizada con el fin de atribuir responsabilidades en procesos judiciales y no tendrá valor probatorio. La naturaleza extrajudicial y la atribución de guardar la confidencial de la información, garantiza una metodología diferenciada para acceder a información que resulta sensible a las partes que estuvieron involucradas en el conflicto armado.

21. La información que recibe y produce la UBPD no tiene el carácter de prueba, por ende no puede utilizarse para atribuir responsabilidades. Esta atribución, ha entendido la Corte Constitucional, resulta indispensable en aras de generar confianza y lograr que aquellos que participaron directa o indirectamente en las hostilidades, las propias víctimas o cualquier persona en general suministre información sobre el paradero de las personas dadas por desaparecidas, **sin temor a ser involucrados en procesos penales o perseguidos judicialmente**. Por su parte, en el caso de los excombatientes que se sometían a la JEP,

representa una oportunidad para obtener incentivos durante el juzgamiento, **y para quienes no tengan que hacerlo, la posibilidad de aportar verdad en un escenario libre de persecución judicial** (Corte Constitucional, Sentencia 067-2018, resaltado fuera de texto). Para garantizar este carácter humanitario y extrajudicial, la UBPD tiene el deber de guardar la confidencialidad de toda la información recolectada. Sus servidoras y servidores, contratistas, y personal delegado están exentas/os del deber denuncia y no pueden ser obligadas/os a declarar en procesos judiciales.

22. En ese sentido y en relación con el literal A del documento, las desapariciones forzadas y otras violaciones de derechos humanos, en el marco de la competencia de la UBPD, antes descrita, en la búsqueda humanitaria y extrajudicial realizada en la región, se ha podido confirmar los datos provenientes de fuentes secundarias frente a la ocurrencia de desapariciones forzadas y otras violaciones de derechos humanos, desde finales del año 2002 y durante el año 2003, en Chámeza y Recetor (Casanare) como resultado de la intervención de un grupo armado organizado (grupo paramilitar denominado “Los buitragueños”, “Autodefensas Campesinas del Casanare” o “ACC”).

23. Por su parte, el **Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses**, como apoyo técnico científico de la administración de justicia y su director general, como miembro de la Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas, ha conocido de los casos de personas desaparecidas y cadáveres sometidos a necropsia medicolegal de los municipios de Recetor y Chameza desde el año 2006, inicialmente como parte del proceso de Justicia y Paz y, posteriormente, dentro de las diferentes diligencias judiciales que la FGN ha adelantado en la región. En concordancia con lo anterior, se informa lo siguiente:

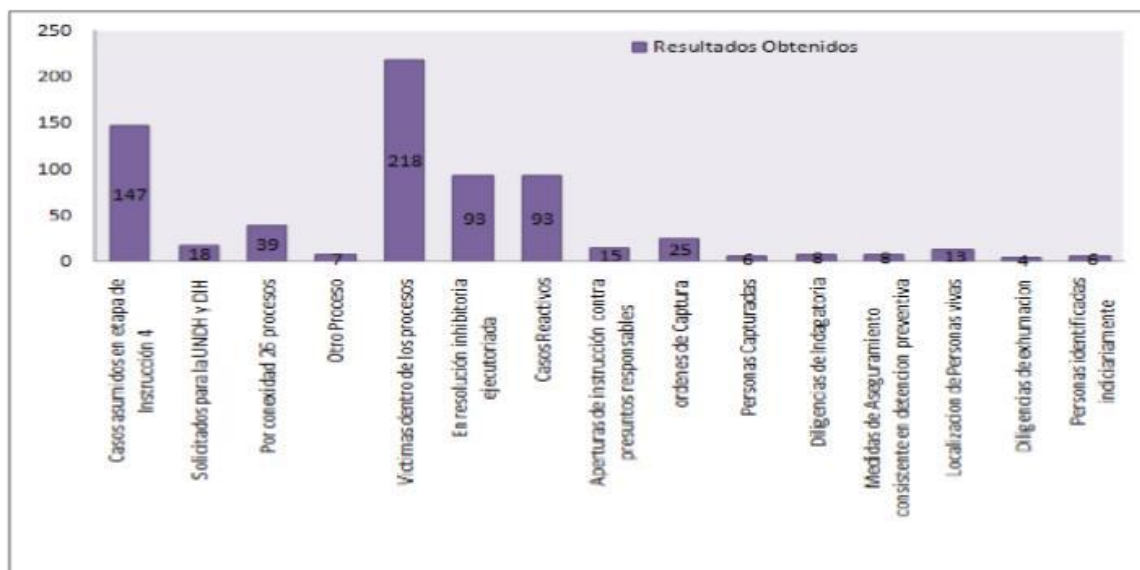
(a) El INMLCF ha recibido 31 cadáveres para necropsia medicolegal provenientes de exhumaciones realizadas en Casanare, dentro de las cuales 8 fueron recuperados en el municipio de Chameza, posteriormente identificados como víctimas de Recetor y Chameza.

(b) De los 8 casos remitidos, 4 fueron identificados y entregados a sus familiares.

24. Por otra parte, dentro de la articulación interinstitucional aplicada en el Plan Piloto de Casanare (Plan Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas) liderado por la Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas, el INMLCF asignó 57 claves de acceso al Registro Nacional de Desaparecidos entre el año 2008 y 2009, a servidores de las Personerías Municipales, Fiscalía General de la Nación, Procuraduría General de la Nación, Policía Nacional y Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas, y se realizaron diferentes jornadas de capacitación para uso de los sistemas del RND.

25. De otra parte, la **Comisión de Búsqueda de Personas Desaparecidas** adelantó desde el año 2005 al 2008, visitas al departamento de Casanare, inicialmente con el fin de conocer la problemática de manera directa escuchando a las víctimas y de manera particular, con la realización de actividades de documentación como la recepción de reportes y denuncias, y la toma de muestras biológicas. A raíz de la elaboración y presentación del Plan Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas (PNB) el 15 de febrero del 2007, la plenaria de la CBPD decidió implementar el plan piloto en el departamento de Casanare, donde se desarrollaron actividades enmarcadas en las primeras fases del PNB (Recolección y Análisis de Información), con la participación de las entidades competentes y contratistas de la CBPD, información que fue consolidada y entregada a la FGN. En el marco de lo anterior, en el año 2007, la Unidad Nacional de DDHH de la Fiscalía desarrolló una estrategia institucional denominada: Comisiones Especiales de Impulso, integradas por fiscales e investigadores que realizaban la revisión, verificación y acciones directamente en el departamento, como se observa a continuación:





26. En cuanto a la atención psicosocial, ese mismo año la CBPD contrató con la Fundación Dos Mundos la realización de cuatro (4) talleres con noventa (90) familiares, con el propósito de *“emprender acciones psicosociales que permita a los individuos, familias, colectividades y comunidades la superación de los efectos emocionales de las distintas violaciones, así como facilitar la recuperación de la memoria, asegurar que las víctimas no sean expuestas a nuevas experiencias traumáticas en sus reivindicaciones políticas y jurídicas, además de promover iniciativas colectivas que permitan reconstruir el tejido social, reconocer la dignidad de las víctimas y fortalecer su capacidad de exigencia de derechos con lo cual es posible establecer un dialogo con las instituciones del Estado”*.

27. Dentro del proceso de recolección de información, se verificaron poblaciones de personas detenidas, necropsias realizadas por el sistema forense directo e indirecto (Sistema de salud) y cadáveres identificados no reclamados y no identificados, disponibles en 21 cementerios, correspondientes a 19 municipios del departamento (3 municipios contaban con dos cementerios: Sabanalarga, Paz de Ariporo y San Luis de Palenque).

28. Adicionalmente, como parte del fortalecimiento del Registro Nacional de Desaparecidos (RND), entre el año 2008 y 2009, se crearon 57 claves de acceso a funcionarios de las Personerías Municipales, Fiscalía General de la Nación, Procuraduría General de la Nación y Policía Nacional, y contratistas de la CBPD, con quienes se adelantaron jornadas de capacitación para el ingreso de reportes y consultas en los sistemas del RND (SIRDEC y SICOMAIN).

29. En el tema de muestras biológicas tomadas en el desarrollo de la intervención del departamento de Casanare, se estableció que los procedimientos iniciales incluyeron toma de saliva, cabello y sangre, para un total, en esa etapa de 161, las cuales fueron remitidas al Laboratorio de Genética del CTI en la ciudad de Bogotá. En la actualidad, **la CBPD** cuenta con 26 expedientes de Recetor (8 aparecidos fallecidos y 18 continúan desaparecidos) y 14 de Chameza (2 aparecidos fallecidos y 12 continúan desaparecidos).

30. Por su parte, para la **Comisión de la Verdad** el esclarecimiento de los hechos constitutivos de desaparición forzada en el marco del conflicto armado y sus causas hacen parte de su investigación y responde a los mandatos institucionales, consagrados en el numeral 1 del artículo 11 del Decreto Ley 588 de 2017.

31. En este sentido, la Comisión de la Verdad ha tenido en cuenta el abordaje de la desaparición forzada de manera amplia desde la complejidad de los contextos, las dinámicas territoriales y los diferentes enfoques diferenciales. Además, cuenta con un sistema de recepción de información por parte de la sociedad civil a través de tres mecanismos principales: i) La toma de testimonios; ii) la recepción de informes; y iii) la recepción de casos. La información que recibe la Comisión a partir de estas fuentes es un insumo fundamental para nuestras líneas de investigación y cuenta con un proceso de verificación,

contrastación y profundización con otro tipo de fuentes de información en función de los hallazgos que serán presentados en el Informe Final.

32. De conformidad con lo anterior, la Comisión ha identificado, con corte al 20 de enero de 2021, 1.531 entrevistas individuales en donde se mencionan hechos de desaparición forzada y ha recibido un total de 491 informes en el que se relacionan hechos de desaparición forzada, desagregados de la siguiente forma:

Academia	42
Actores Armados	1
Entidades Territoriales - Locales	9
Fuerza Pública	47
Instituciones Estatales	15
Medios de comunicación	2
Organismos y organizaciones Internacionales	28
Organizaciones de sociedad civil	95
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones de mujeres	48
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones de víctimas	38
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones defensoras del medio ambiente	11
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones étnicas	19
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones LGBTI	6
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones religiosas	5
Organizaciones de sociedad civil - Organizaciones sindicales/Gremios	16
Organizaciones No Gubernamentales (ONG)	84
Otros	2
Partidos o Movimientos Políticos	5
Personas Naturales	18
<b>Total general</b>	<b>491</b>

33. Además, con miras al cumplimiento del objetivo de esclarecimiento se establecieron estrategias para la priorización de hechos y la determinación de patrones y contextos explicativos, entre los cuales se aborda la desaparición forzada. Al respecto, la Comisión ha trabajado estas dos estrategias bajo los siguientes conceptos:

1. Priorización de hechos y momentos: aquellos que mejor respondan a las preguntas que se hacen las víctimas y la sociedad; los que mejor puedan explicar la complejidad del conflicto; los de mayor gravedad o relevancia; aquellos que hayan sido más desconocidos o silenciados; los que tienen mayor riesgo de volver a ocurrir y los que arrojen más luces sobre los cambios que deben hacerse para construir la paz.

2. Establecimiento de patrones y contextos explicativos:

(a) Con los patrones se busca identificar el quiénes (responsables) y contra quiénes (víctimas), la magnitud y frecuencia, el cómo (técnicas y maneras de ejecución), dónde, cuándo y el por qué de los hechos, como un paso descriptivo necesario para avanzar luego en una explicación sobre los orígenes del conflicto

armado y los factores de su persistencia. Ello permitirá realizar un análisis a nivel nacional, territorial y por cada uno de los grupos armados y etapas del conflicto.

(b) Por contexto explicativo se entiende el conjunto de condiciones – históricas, políticas, económicas, culturales y ambientales – en las cuales se ha hecho socialmente posible y racionalmente comprensible el conflicto armado interno. Los contextos explicativos trascienden las descripciones de los hechos y se adentran en la exploración de sus por qué y para qué. Se construyen a partir de la triangulación de los hechos, los datos y las cifras que mejor expresan la realidad, de la voz y la percepción de quienes intervienen en el acontecimiento en cuestión y del conocimiento existente sobre el asunto.

34. Es precisamente bajo estos conceptos de casos, hechos, patrones y contextos explicativos que la Comisión ha abordado la investigación de violaciones de los derechos humanos, como la desaparición forzada y espera consignar sus hallazgos en el Informe Final.

35. En cuanto al procedimiento de verificación, contraste y profundización de los hallazgos de la Comisión de la Verdad, el Grupo de Informe Final de la Comisión de la Verdad expidió el documento “*Guía metodológica para la verificación, contrastación y profundización de la información*”. La verificación, contrastación y profundización constituyen un soporte de los hallazgos de la Comisión; como lo establece el mandato hacen parte de las “medidas necesarias para garantizar la mayor objetividad e imparcialidad” en el desarrollo de sus objetivos (Decreto 588 de 2017, artículo 14).

36. La integración de estos métodos constituye un proceso no lineal, a “tres bandas”, mediante el cual se realiza un tamizaje de las fuentes y de los resultados en el esclarecimiento de la verdad. En este sentido, los tres métodos integrados: verificación, contrastación y profundización pueden definirse como un proceso de triangulación a través del cual es posible “*ejercer un control de calidad sobre los procesos de investigación, ofreciendo pruebas de confianza y garantías de que los resultados y hallazgos (...) reúnen unos requisitos mínimos de credibilidad, rigor, veracidad y robustez*” (Rodríguez Sabiote, Pozo Llorente, & Gutiérrez Pérez, 2006, pág. 8).

37. Ese proceso tiene tres fases metodológicas: i) selección y ponderación de fuentes; ii) triangulación de fuentes y iii) valoración de hallazgos, afirmaciones y resultados finales. Cada una de las fases está vinculada directamente con la pregunta o hipótesis de investigación que, en este sentido, se constituye como la variable dependiente para el desarrollo de cada paso. En los distintos momentos del análisis es posible regresar a la pregunta o hipótesis, evaluar la correspondencia entre los datos iniciales y los nuevos datos y, reflexionar a partir de la información acumulada. Incluso, una vez se realiza la valoración de los hallazgos finales es posible que aún se encuentre necesario profundizar a través de otras fuentes para subsanar vacíos, para completar o complementar información.

38. Tanto la priorización de hechos, la determinación de patrones y contextos explicativos como las fases metodológicas del procedimiento de valoración para la verificación, contraste y profundización de los hallazgos hacen parte del proceso de elaboración del Informe Final de la Comisión de la Verdad. El cual tiene un cronograma estipulado en el artículo 6 de la Resolución 009 del 1 de marzo de 2021:

<i>Mes de 2021</i>	<i>Objetivos</i>
Febrero	Definir, a partir de consultas con los directores y directoras de cada capítulo, el índice respectivo, la asignación de los investigadores e investigadoras a cada uno de los equipos y el plan de trabajo de cada equipo.
Febrero, marzo y abril	Liderar ejercicio de análisis sistémico de la investigación con el apoyo del Pleno de Comisionados y de los investigadores e investigadoras de los diferentes equipos. Durante estos mismos meses, los equipos de los capítulos del informe final realizarán la revisión a profundidad de los insumos requeridos para el respectivo capítulo, verificarán y contrastarán la información que lo requiera, complementarán la que consideren

<i>Mes de 2021</i>	<i>Objetivos</i>
	necesaria e iniciarán la producción de documentos preliminares y borradores para los respectivos capítulos.
Mayo, junio, julio y agosto	Proceso de escritura de los textos finales de los capítulos del informe final.
Septiembre	Aprobación de los documentos finales
Octubre	Edición y últimos ajustes del informe final
Noviembre	Informe final ingresará a imprenta
Diciembre	Presentación del informe final al país y comunidad internacional

#### Cronograma para la Fase de Construcción y Aprobación del Informe Final

39. Así las cosas, en relación con la pregunta número 1 sobre a la exactitud de los hechos e información presentada en las alegaciones generales del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias de Naciones Unidas, la Comisión de la Verdad informa que se encuentra finalizando la fase de valoración de hallazgos, afirmaciones y resultados finales del procedimiento de verificación, contraste y profundización de los hallazgos de la Comisión de la Verdad relacionados con la desaparición forzada.

40. Durante este mes, la Comisión está iniciando la fase definitiva de escritura de los capítulos del informe final. Motivos por los cuales no le es posible presentar públicamente y de forma anticipada los hallazgos sobre casos de desaparición forzada que se encuentra investigando extrajudicialmente.

41. Finalmente, el carácter extrajudicial de la Comisión de la Verdad consagrado en el Acto Legislativo 01 de 2017 y los tiempos establecidos en el Decreto 588 de 2017 para la entrega del Informe Final, no facultan a la Comisión para presentar públicamente y de forma anticipada, los avances investigativos, conclusiones y recomendaciones sobre los componentes de su mandato, incluyendo los hallazgos sobre casos de desaparición forzada.

**B. Sírvase explicar qué medidas se han tomado para la búsqueda de las 62 personas desaparecidas en Recetor y las 21 personas desaparecidas en Chámeza, y si se han formulado planes de búsqueda en relación con las desapariciones forzadas perpetradas en la región. Asimismo, si se han entablado diálogos con los familiares de desaparecidos y se les ha permitido participar en la elaboración del plan de búsqueda.**

42. En primer lugar, **Fiscalía General de la Nación** informa que, de acuerdo con el proceso penal que adelanta la Fiscalía 73 adscrita a la DECVDH (Directora Especializada contra las Violaciones a los Derechos Humanos), se tiene documentado la desaparición de 48 personas, 32 del municipio de Recetor y 16 del municipio de Chámeza. De las cuales, se han recuperado restos óseos de quince (15) víctimas, labor asignada al Grupo Interno de Trabajo de Búsqueda, identificación y entrega de personas desaparecidas de la Dirección Especializada de Justicia Transicional.

43. Esa Fiscalía, el 22, 23, 24 y 25 de noviembre de 2018, realizó en el municipio de Chámeza (Casanare) una jornada de víctimas, la cual fue acompañada por la Fundación Nidya Erika Bautista, ONG que representa algunas víctimas. Se tuvo un acercamiento con algunas víctimas que aceptaron la invitación, se tomaron diligencias de declaración, diligenciamiento del Formato Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas y se prestó el apoyo por parte del INMLCF para la toma de muestras para cotejo de ADN.

44. Teniendo en cuenta el Plan Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas vigente, esa Fiscalía, previa autorización de la Dirección Especializada contra las Violaciones a los Derechos Humanos, en concertación con las ONG S que representan judicialmente a las víctimas y en coordinación con el GRUBE, pretende aplicar el mismo a la presente investigación penal:

PLAN NACIONAL DE BÚSQUEDA	PROPUESTA PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR	RESPONSABLE
1. Recolección de información: consiste en la compilación y documentación de la información indispensable para garantizar la eficacia de las acciones de búsqueda de las personas desaparecidas.		POLICIA JUDICIAL
Emplear el Registro Nacional de Desaparecidos como herramienta interinstitucional unificada para procesar la información sobre personas desaparecidas. En caso de que la herramienta sistematizada no esté disponible, y con el fin de garantizar una búsqueda organizada y coordinada, la primera autoridad pública que tenga noticia del caso deberá diligenciar el Formato Nacional para la Búsqueda de Personas Desaparecidas y enviará, al menos, original a la Fiscalía General de la Nación y copia legible al Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses.	CENSO DE VICTIMAS DESAPARECIDAS DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR  Con el fin de establecer la identidad de las personas desaparecidas se deben crear una base de datos unificada que contengan el reporte de desaparecidos de las siguientes entidades:	
Consultar otras fuentes disponibles, tales como:	NN'S SIJYP PETICIONARIOS ante el Sistema Interamericano de Derechos Humanos	
Sistemas de información estatales, gubernamentales y privadas que si bien no aluden específicamente a la desaparición forzada, pueden aportar elementos de juicio para el análisis de ésta.	PLENA IDENTIDAD DE LAS VICTIMAS  Mediante labor de policía judicial deberá establecerse la plena identidad de las personas incluidas en la base de datos.	
Información de organizaciones no gubernamentales y otras de la sociedad civil, religiosas, humanitarias, nacionales e internacionales.	Obtención de la cédula de ciudadanía si el desaparecido era mayor de edad o registro civil de nacimiento del desaparecido menor de edad o del mayor de edad no cedulado.	
Archivos históricos, de prensa escrita del nivel local, regional, nacional o internacional, emisiones radiales y de televisión.		
Otras publicaciones académicas o profesionales.		
Información adicional (testimonios, declaraciones y memoria colectiva).		
Información documental, testimonial y de campo sobre hospitales, cementerios, cárceles, establecimientos penitenciarios y enterramientos clandestinos.		
Registros de cadáveres sin identificar inhumados en los cementerios		
Registros oficiales de personas detenidas o capturadas.		
Información proveniente de gobiernos extranjeros y empresas multinacionales.		

PLAN NACIONAL DE BÚSQUEDA	PROPUESTA PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR	RESPONSABLE
Consultar fuentes alternas (arqueológicas, mapas, aerofotografía, fotografía satelital, entre otras).		
Consultar información de contexto sociopolítico.		
2. Búsqueda y análisis de la información: Consiste en la implementación de acciones para ubicar a las personas desaparecidas, vivas o muertas, con fines humanitarios y judiciales.	LABORES PRIMARIAS DE UBICACIÓN DE LAS VICTIMAS REPORTADAS COMO DESAPARECIDAS	POLICIA JUDICIAL
Activar el Mecanismo de Búsqueda Urgente de personas desaparecidas por parte de las autoridades judiciales.	Una vez obtenida la plena identidad de cada una de las personas, se realizará un rastreo por la Registraduría Nacional del Estado Civil, SISBEN, CIFIN y demás entidades responsables del manejo de los sistemas de información de los cuales se pueda establecer el paradero del desaparecido.	
Determinar si se realizaron diligencias de exhumación, inspección a cadáver, búsqueda urgente u otras tendientes a lograr la ubicación de la persona o personas.		
Cruzar los datos de los sistemas de información existentes (manuales o automatizados) para estimar el universo general de personas desaparecidas en la región y realizar análisis de yendencias.		
Solicitar a las entidades responsables del manejo de los sistemas de información mencionados, que retroalimenten y actualicen permanentemente estos registros con la información sobre el hallazgo de personas vivas o muertas para reducir el universo de búsqueda descartando las personas encontradas y / o identificadas.	Ubicación de familiares del desaparecido, para esta labor, se solicitará la colaboración de las organizaciones de víctimas que han concentrado sus esfuerzos en el tema de desaparición forzada. Con el fin de:	
Analizar y cotejar continuamente la información disponible con otras fuentes (testimonios, declaraciones, denuncias y confesiones) y líneas de evidencia.	Obtención de fotografías de los desaparecidos.	
	Toma de muestras de sangre.	
	Versión de los familiares sobre la desaparición de la persona.	
<b>BÚSQUEDA DE LOS PROCESOS JUDICIALES</b>		
Con base en el listado de víctimas y la ubicación de sus familiares se realizará el rastreo de los procesos judiciales dentro de la Fiscalía General de la Nación, por los delitos de desaparición forzada que se hayan presentado en el segundo semestre 2002 y primer semestre de 2003 en el municipio de Chameza y Recetor.		
Establecer la metodología aplicable a los casos en que la persona que se encuentra		

<i>PLAN NACIONAL DE BUSQUEDA</i>	<i>PROPUESTA PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR</i>	<i>RESPONSABLE</i>
desaparecida haya fallecido. Teniendo en cuenta los siguientes aspectos:	<b>DILIGENCIA DE PROSPECCIÓN</b>	
Número de víctimas	<b>ARQUEOLOGICA JUDICIALES</b>	
Posible estado del cuerpo (descompuesto, esqueletizado, desmembrado, incinerado, etc.)	De las labores desplegadas descritas, se espera contar con más lugares para adelantar diligencias de exhumación, por ahora por la versión de ex integrantes de las Autodefensas Campesinas del Casanare.	
Lugar de hallazgo (río, abismo, pozo, cuevas, lagos)		
Tipo de entierro (fosa individual, colectiva, primaria, secundaria).		
Planear una prospección de campo para obtener toda la información posible sobre condiciones físicas y ambientales del área donde pueda encontrarse el cuerpo, y el tipo de enterramiento, se recomienda la:		
Identificación espacio temporal de los sitios probables.		
Prospección visual y arqueológica de lugares donde se sospecha se encuentran los cuerpos, utilizando los métodos técnicos, científicos actuales y disponibles.		
Interpretación de aerofotografía.		
Planear la exhumación teniendo en cuenta los siguientes parámetros:		
Determinar el personal experto y logístico necesario, así		
como los recursos, materiales, equipos de trabajo y la infraestructura		
necesari		
a.		
• Diseñar una programación de actividades, y planes de contingencia.		
Diseñar un plan de seguridad que incluya los riesgos en terreno, las condiciones sanitarias, la vigilancia y protección para todos los participantes considerando la situación de orden público.		
Determinar el responsable de la cadena de custodia en las actividades de campo donde eventualmente se puedan recuperar restos humanos y evidencias.		
Diseñar un plan de acompañamiento a las familias en los procesos de exhumación, contando con el apoyo de organizaciones locales, comunitarias, religiosas, organismos internacionales (p.ej. Naciones Unidas, Comité Internacional de la Cruz Roja), organizaciones no gubernamentales especializadas, tanto nacionales como internacionales o extranjeras y de centros		

PLAN NACIONAL DE BUSQUEDA	PROPUESTA PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR	RESPONSABLE
académicos con conocimiento y experiencia en estos temas. Este plan debe incluir las solicitudes, expectativas y posibilidades que expresen las familias.		
Contactar a las familias para la obtención de información complementaria de la persona buscada.		
3. Recuperación, análisis e identificación: Realizar actividades que conduzcan a encontrar a las personas desaparecidas.		
Cuando el cadáver es hallado en fosas clandestinas y cementerios.	Si dentro de la diligencia de prospección arqueológica con fines judiciales se encuentran restos humanos y evidencias asociadas se adoptará por parte del EQUIPO DE CRIMINALISTICA del CTI todo lo indicado por los Protocolos de arqueología.	Equipo de Criminalística Grupo de Exhumaciones de la Dirección de Fiscalía Nacional Especializada de Justicia Transicional y los equipos de laboratorio del CTI
Convocar a los grupos que participarán en el proceso investigativo, técnico – científico y psicosocial.		
Coordinación de la logística para el desplazamiento de personal y equipo de campo.		
Realizar la prospección y exhumación de los cadáveres, según protocolos establecidos.		
Recepción y confirmación del inventario de restos humanos y evidencias asociadas, siguiendo la cadena de custodia.	Se iniciará la cadena de custodia por parte de los funcionarios de policía judicial y se remitirá lo encontrado a los laboratorios de criminalística para:	
Realización de la necropsia médico legal o análisis de restos óseos que incluirá las ayudas diagnósticas necesarias (radiografías, biopsias, entre otros), que permitan establecer causa, mecanismo y manera de muerte, así como lesiones patrón.	Realización de la necropsia médico legal o análisis de restos óseos que incluirá las ayudas diagnósticas necesarias (radiografías, estudios histopatológicos, entre otros), que permitan establecer causa, mecanismo y manera de muerte, así como lesiones patrón.	
Identificación del cadáver, según el estado del mismo, utilizando el cotejo dactiloscópico, odontoscópico, antropológico o genético.	Identificación del cadáver, según el estado del mismo, utilizando el cotejo dactiloscópico, odontológico o genético.	
Adelantar procedimientos de análisis e identificación de restos y evidencia asociada según parámetros forenses científicos estandarizados a nivel nacional e internacional que incluyen la veeduría independiente en todos los procesos forenses de laboratorio.	Adelantar procedimientos de análisis e identificación de restos y evidencia asociada según parámetros forenses científicos estandarizados a nivel nacional e internacional que incluyen la veeduría	
De ser posible, realizar un reconocimiento visual de los restos, por parte de los familiares para orientar la identificación.		
Examinar exhaustivamente los restos (examen interno y externo, estudio antropológico, radiológico, odontológico, patológico).		



<i>PLAN NACIONAL DE BUSQUEDA</i>	<i>PROPUESTA PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR</i>	<i>RESPONSABLE</i>
<p>Cotejar los datos ante y post mortem utilizando las técnicas disponibles y adecuadas al contexto, incluyendo las evidencias asociadas (prendas, objetos personales)</p> <p>Establecer y documentar causa y manera de muerte. • Proteger los datos personales e información obtenida de la exhumación cumpliendo los parámetros de cadena de custodia para procesos judiciales posteriores (sistematización y archivo de la información).</p> <p>Determinar el depósito temporal o definitivo de cada evidencia física y elementos materiales de prueba, para su estudio.</p>	<p>independiente en todos los procesos forenses de laboratorio.</p> <p>De ser posible, realizar un reconocimiento visual de los restos, por parte de los familiares para orientar la identificación.</p> <p>Examinar exhaustivamente los restos (examen interno y externo, estudio antropológico, radiológico, odontológico, patológico).</p> <p>Cotejar los datos ante y post mortem utilizando las técnicas disponibles y adecuadas al contexto, incluyendo las evidencias asociadas (prendas, objetos personales)</p> <p>Establecer y documentar causa y manera de muerte.</p> <p>Determinar el depósito temporal o definitivo de cada evidencia física y elementos materiales de prueba, para su estudio.</p>	<p>Grupo de Exhumaciones de la Dirección de Justicia</p>
<p>4. Destino final de cadáveres: Facilitar las labores de laboratorio para acelerar el proceso de devolución de cadáveres a familias.</p> <p>Practicar pruebas especializadas y complementarias para la identificación (genética) y para establecer causa y manera de muerte (balística, entomología, botánica, biología, entre otros), de ser necesario. Producir y entregar reportes a las autoridades judiciales y a las familias y sus representantes legales de manera completa, veraz, eficiente y oportuna.</p> <p>En caso de lograr una identificación positiva, devolver los restos a los familiares para que se realice las conmemoraciones y funerales según las tradiciones individuales y comunitarias y para que adelanten procesos judiciales.</p> <p>En caso de no lograr una identificación positiva, la información postmortem, deberá quedar debidamente registrada en un sistema de información unificado de cadáveres no identificados.</p>	<p>Una vez se agote la labor de necropsia e identificación de los restos, en caso de conocerse su identidad y tener la ubicación de los familiares se procederá a realizar la ceremonia de entrega.</p>	<p>Transicional y esta Fiscalía</p>

	<i>PROPUESTA</i>	
	<i>PLAN INTEGRAL DE BÚSQUEDA DE LOS MUNICIPIOS DE CHAMEZA Y RECETOR</i>	
<i>PLAN NACIONAL DE BÚSQUEDA</i>		<i>RESPONSABLE</i>

Los restos no identificados serán enterrados dignamente, en condiciones de eficiente localización y clasificación. Esto implica una inhumación estatal ya sea en una fosa individual o bóveda de un cementerio municipal.

45. De otra parte, la **UBPD** informa que trabaja en la formulación del Plan Regional de Búsqueda del Suroccidente de Casanare en el que por delimitación regional concurren los Municipios de Sabanalarga, Villanueva, Monterrey, Tauramena, Aguazul, Chámeza y Recetor, para lo cual se han tenido en cuenta las siguientes variables: estimación del Universo de las Personas Dadas por Desaparecidas – PDD –, mapeo de sitios referidos, potenciales y confirmados de posible inhumación, identificación de sitios que presentan amenazas de perturbación o destrucción, cuerpos recuperados y no identificados en la región, identificación de estrategias de participación para personas que buscan en la región y actores sociales clave bajo el análisis de la situación humanitaria para la búsqueda.

46. Por lo tanto, la construcción de esta herramienta se encuentra configurada por la información de las personas que han presentado sus solicitudes de búsqueda asociadas al Plan a través de los diálogos adelantados con la UBPD. Así como de: organizaciones sociales que las representan o acompañan, la institucionalidad presente en la región, personas que voluntariamente han entregado información que contribuye a la búsqueda y fuentes secundarias que ha recibido, sistematizado y analizado la UBPD.

47. En ese sentido, frente a las medidas que se han tomado para la búsqueda de las personas dadas por desaparecidas en los municipios de Chámeza y Recetor, sobre las cuales se pide explicación, se tiene lo siguiente:

48. La UBPD cuenta con mecanismos de participación y búsqueda humanitaria con: i) las solicitudes de búsqueda (individuales y colectivas) ii) diálogos iniciales iii) acciones de orientación y fortalecimiento en las diferentes fases del proceso de búsqueda iv) diálogos de ampliación y establecimientos del estado del proceso de búsqueda. A corte del 4 de mayo de 2020, la UBPD tiene conocimiento de 30 solicitudes de búsqueda en los municipios de Chámeza y Recetor. Se han realizado 9 diálogos iniciales, 6 acciones de asesoría, orientación y fortalecimiento, se han llevado a cabo 2 diálogos de ampliación y 7 establecimientos del estado del proceso de búsqueda, vinculando de esta manera a 27 personas buscadoras asociadas a los registros de solicitudes de búsqueda de Chámeza y Recetor.

49. Ahora bien, el contexto de salud pública y de aislamiento preventivo obligatorio ha derivado en la promoción de estrategias de articulación para realizar diálogos iniciales con familias de manera virtual garantizando la seguridad de la información y el desarrollo de jornadas in situ para nutrir el Universo de personas dadas por desaparecidas a partir de convocatorias que permitan realizar registros de solicitudes, implementar acciones humanitarias de búsqueda, elaborando conjuntamente con organizaciones locales planes de contingencia y estrategias de prevención y protección ligados al actuar humanitario, garantizando la participación de las organizaciones y las familias.

50. Respecto de estas solicitudes de búsqueda, el impulso de acciones de investigación humanitaria ha suscitado la articulación con la FGN con el fin de tener acceso al expediente 4378 de la Dirección Especializada contra las violaciones a los Derechos Humanos de la Fiscalía, Despacho que adelanta la investigación penal de los hechos relacionados con desaparición forzada en Chámeza y Recetor en el periodo comprendido entre 2002 y 2003. El expediente cuenta con 83 cuadernos, cuyo acceso fue gestionado en el marco del convenio que existe con la FGN, con un importante compromiso de la Fiscal del caso para el escaneo

y la entrega de la información incluso con las importantes restricciones en el marco de la emergencia sanitaria.

51. Del mismo modo, se consultaron otras fuentes secundarias de información especialmente relacionadas con prensa, informes de organizaciones sociales y academia. Se resaltan los reportes e informes del Centro Nacional de Memoria Histórica, el observatorio de DDHH de la vicepresidencia, CINEP, Equitas, Verdad Abierta, la Universidad Nacional de Colombia, la Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia, Rutas del Conflicto, entre otros.

52. Basada en lo anterior, la UBPD ha realizado un ejercicio de análisis y sistematización de la información para vincularla a los diferentes procesos de búsqueda con las familias que han radicado solicitudes de búsqueda ante la Unidad y con las cuales, se ha llevado a cabo un acercamiento inicial. Actualmente este trabajo se encuentra en revisión, sistematización de algunas de las fuentes y análisis para la construcción de contexto.

*Investigaciones humanitarias y extrajudiciales para búsqueda en relación con las desapariciones forzadas en la región*

53. En el primer trimestre del año 2021, se realizó una acción humanitaria de localización y prospección en el municipio de Chámeza, en un posible lugar de inhumación. Se desplegó un equipo técnico y logístico en una misión humanitaria hacia la zona alta de la cordillera del municipio de Chámeza, límites con Tauramena, desde el 15 de febrero hasta el 3 de marzo del presente año, con resultado de hallazgo negativo. Se usaron técnicas de geofísica (conductivímetro y resistivímetro) abarcando un área de 512,13 m<sup>2</sup>, con técnicas de arqueología (descapotados, reconocimiento superficial pedestre y pozos de sondeo) se abarcó un área aproximada de 1500 m<sup>2</sup>. La acción humanitaria tenía por objeto implementar el Plan Operativo Técnico Forense de prospección y posible recuperación de 4 personas desaparecidas forzosamente entre los años 2002 y 2003 por el grupo paramilitar Autodefensas Campesinas de Casanare (ACC), que fueron presuntamente inhumadas en el Cerro San José, ubicado en los límites entre los municipios de Chámeza y Tauramena (Casanare), garantizando la participación de las familias, organizaciones y demás personas vinculadas al proceso de búsqueda.

54. En términos generales se puede afirmar que luego de la comisión adelantada en el Cerro San José, se cuenta con una documentación rigurosa del terreno, la topografía de las diferentes áreas de interés, estudios geofísicos con tres tipos de métodos diferentes (resistividad DC (corriente directa), métodos electromagnéticos (conductivímetro) y detector de metales), comprensión de los estratos de suelo y su geometría, así como de la flora y fauna característica de esta área.

55. Asimismo, la implementación sistemática de las labores técnico forenses previstas en el Plan Operativo de Campo para las acciones humanitarias de prospección, permitió cumplir de manera estricta con el cronograma, garantizando la participación de las Personas que buscan y permitiendo que, a través de los diferentes espacios de diálogo, los conceptos y procedimientos técnicos fueran explicados y apropiados por ellos.

56. En este sentido, si bien no se obtuvo un hallazgo positivo para cuerpos, se puede afirmar que la aplicación de estas acciones, contribuyó al cumplimiento de las expectativas de las personas que buscan, para una búsqueda científica exhaustiva que incorporara la utilización de diversos recursos tecnológicos y el cumplimiento de un plan de trabajo previamente elaborado.

57. Así mismo, la verificación técnico científica del lugar a través de la implementación de técnicas arqueológicas y métodos geofísicos aplicados a la búsqueda humanitaria y extrajudicial, permiten descartar la existencia de sitios de inhumación en las áreas exploradas las cuales superan los 2000 m<sup>2</sup>.

*Participación en la elaboración del plan regional de búsqueda*

58. La participación de las familias que buscan es tomada en cuenta de manera sustancial en la construcción de los planes regionales de Búsqueda, en tanto toda la documentación que proporciona la familia sobre la PDD, el camino recorrido en el proceso de búsqueda, las

hipótesis de localización entre otros elementos constitutivos del Plan, han sido sistematizados e incorporados como saberes centrales del plan regional, convirtiéndose en una fuente primaria de información y de referencia al momento de hablar de búsqueda humanitaria en la región. Las familias buscadoras son el eje central de la búsqueda humanitaria, por lo tanto, sus narrativas, sentires, saberes son la voz principal del plan regional.

59. Adicionalmente, como organizaciones vinculadas al Plan Regional de Búsqueda en estos municipios se encuentra la Organización Familiares Colombia Línea Fundadora que adelanta relacionamiento con la UBPD desde el año 2019, organización que también participó en la convocatoria de elaboración del Plan Nacional de Búsqueda y actualmente se encuentra en proceso de construcción de un convenio con la UBPD como mecanismo de relacionamiento.

60. Finalmente, la UBPD reitera su disposición para realizar todas las acciones que contribuyan a la búsqueda y localización de las personas desaparecidas en el contexto y en razón del conflicto armado.

61. La **CBPD**, por su parte, informa que de acuerdo al Registro Nacional de Desaparecidos/SIRDEC, existen 48 reportes de personas desaparecidas en el municipio de Recetor, de los cuales 12 han aparecido fallecidos y 36 reportes ocurrieron en Chameza, de los cuales 6 han aparecido fallecidos, casos que son verificados de manera permanente, de acuerdo a los procesos de verificación y cruce permanente de la información, que se adelanta a nivel interinstitucional y nacional.

**C. Si se han tomado medidas para investigar la alegada coordinación delictiva entre las fuerzas militares y paramilitares con autoridades civiles, en particular la producción e intercambio de información de inteligencia con “listas negras” de quienes luego serían víctimas de las violaciones a los derechos humanos. Asimismo, si se han adoptado medidas para desclasificar, recopilar y sistematizar información de inteligencia relacionada con estos hechos. Sírvase también informar si se han formulado imputaciones contra las autoridades militares y civiles presuntamente involucradas en los hechos.**

62. En la actualidad, varios integrantes de las Autodefensas Campesinas del Casanare le han manifestado a la **FGN** su deseo de colaborar con la justicia con el fin de resolver su situación jurídica. Aunque la mayoría de los integrantes se encuentran condenados a 40 años, su voluntad es resolver la mayoría de los procesos que tienen en su contra, acogiéndose a sentencia anticipada, así como colaborar en cuanto a la ubicación de fosas donde se encuentran las víctimas y lograr la identificación de autores y partícipes.

63. Por lo anterior, la **Fiscalía 73** programará diferentes diligencias de declaración enfocadas a la individualización e identificación de los autores materiales, sin embargo, para este Despacho es importante centrar los esfuerzos en cuanto a la identificación de las víctimas, así como obtener las fotografías de las mismas, con el fin de mostrarlas a los integrantes de las ACC para establecer la ubicación de los cadáveres.

**D. Si se han llevado adelante investigaciones penales o disciplinarias para deslindar la responsabilidad de los funcionarios públicos que habrían paralizado las investigaciones de los hechos.**

64. La **Fiscalía 73** no tiene conocimiento sobre investigaciones penales o disciplinarias contra funcionarios públicos que hubieran paralizado las investigaciones por estos hechos.

65. De otra parte, el **Ministerio de Defensa** señala que es importante resaltar que si bien por el caso que nos ocupa no se encuentra en curso investigación disciplinaria interna, el Ejército Nacional atendiendo el compromiso de colaborar con el esclarecimiento de estos hechos desde sus capacidades y competencias adelanta gestiones interinstitucionales en aras de facilitar la actividad investigativa de las autoridades competentes, y frente al caso específico se han realizado las siguientes actividades:

(a) El día 17 de septiembre de 2020 mediante oficio 4943 de fecha 17 de septiembre de 2020 se solicita a la FGN brinde información si adelanta o adelanto

investigación penal por los hechos acaecidos en octubre de 2002 y mayo de 2003 por personal desplazados y desaparecidos en Chameza Casanare.

(b) El día 07 de diciembre de 2020 mediante oficio 7104 se solicita a la FGN brinde información si adelanta o adelanto investigación penal por los hechos acaecidos en octubre de 2002 y mayo de 2003 por personal desplazados y desaparecidos en Chameza Casanare.

(c) El día 11 de enero de 2021 mediante oficio 0088 se solicita a la FGN brinde información si adelanta o adelanto investigación penal por los hechos acaecidos en octubre de 2002 y mayo de 2003 por personal desplazados y desaparecidos en Chameza Casanare.

(d) El día 07 de abril de 2021 mediante oficio 1811 se solicita a la Fiscalía brinde información si adelanta o adelanto investigación penal por los hechos acaecidos en octubre de 2002 y mayo de 2003 por personal desplazados y desaparecidos.

(e) El día 05 de marzo de 2018 mediante oficio NO. SIM-418-2018 la Procuraduría General de la Nación, coordinador grupo de dirección control y administración funcional, informa que una vez verificada la base de datos no se encontraron registros sobre interposición de quejas, peticiones o solicitudes ni de iniciación de actuaciones de oficio de carácter disciplinario.

66. Las anteriores actividades dan cuenta del firme compromiso del Ejército Nacional, con el esclarecimiento de los hechos que la comunidad de Recetor y Chameza han denunciado, y en los cuales la Fuerza pública no ha tenido relación.

67. Por su parte, la **Procuraduría General de la Nación** destaca que una vez adelantada la búsqueda en la base de datos de los sistemas de información GEDIS y SIM, no se encontraron registros sobre interposición de quejas, peticiones o solicitudes, ni de iniciación de actuaciones de oficio de carácter disciplinario con los datos aportados en su comunicación.

**E. Sírvase describir si se han adoptado políticas para la reparación integral de los familiares de las personas desaparecidas, incluyendo programas para posibilitar su retorno, así como el del resto de la población regional desplazada forzosamente. Asimismo, si se han elaborado políticas públicas para la memorialización de las graves violaciones a los derechos humanos ocurridas, en particular en relación con el alegado uso de escuelas como centros de tortura de las personas que eran secuestradas.**

68. Desde la Dirección Técnica de Construcción para la Memoria Histórica (DCMH) del CNMH, se informa que las comunidades de Chámeza y Recetor cuentan, cada una, con un Plan Integral de Reparación Colectiva (PIRC) en ejecución por parte de la Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas (UARIV). Las medidas de satisfacción de esos planes relacionadas con ejercicios de memoria fueron atendidas por la Estrategia de Reparaciones de la mencionada dirección técnica. Estos procesos ya se cerraron y como resultado tuvo el desarrollo del informe (<https://centrodememoriahistorica.gov.co/chameza-memorias-de-la-sal-que-nos-dio-la-vida/>) y el documental “Recetor, sembramos con amor el territorio de paz”

(<https://www.youtube.com/watch?v=EX17WE6OCQ4>).

69. Por su parte la UARIV, sobre el particular, destaca lo siguiente:

70. **Reparación Integral:** El Estado colombiano, a través de la **Ley de Víctimas y Restitución de Tierras, Ley 1448 de 2011**, incorporó un programa administrativo de reparación integral. Dicho programa, es único en el mundo y comprende el desarrollo de diferentes medidas, tales como indemnización, satisfacción, restitución, rehabilitación y garantías de no repetición.

71. El Estado, a través de la Unidad para las Víctimas, **otorga medidas individuales o colectivas**. En el ámbito individual, está la Indemnización administrativa individual a las víctimas, como medida de compensación económica por los hechos victimizante sufridos, y en el ámbito colectivo, las medidas de Reparación Colectiva, reparación que comprende cinco fases, cuyas acciones son validadas y desarrolladas de manera conjunta con la comunidad y/u organizaciones.

72. Durante el periodo comprendido entre los años **2014 a marzo de 2021**, la Unidad para las Víctimas indemnizó individualmente a **12.490** personas por un monto de **129.850.609.538** de pesos (**36.030.349 dólares**), y adelanta un plan integral de reparación colectiva con una organización de desaparición forzada, encontrándose en fase de diseño y formulación del Plan.

73. Asimismo, en el marco de la implementación de la política pública de víctimas, como medida de satisfacción, la Unidad para las Víctimas en las diligencias judiciales de búsqueda y entrega digna de cadáveres, a solicitud de la Fiscalía General de la Nación, la Jurisdicción Especial para la PAZ – JEP, los familiares de las víctimas y/u organizaciones, realiza un acompañamiento previo y durante la búsqueda, recuperación, identificación y la entrega de cadáveres a sus familiares, así como un acompañamiento en la inhumación.

74. Dicho proceso implica la preparación emocional y disposición física de cada familiar previo a cada diligencia, facilitando la auto regulación, el reconocimiento de la historia de la búsqueda y el efecto o afectaciones de la desaparición forzada en las dinámicas familiares, así como acciones de memoria que permitan dignificar la historia de las víctimas.

75. Adicionalmente, las víctimas que hacen parte del proceso cuentan con la garantía de su participación, que consiste en el apoyo brindado desde la Unidad para las Víctimas frente a los gastos correspondientes a traslado, hospedaje y alimentación como lo establece la ley, acogiendo las necesidades particulares de cada miembro de la familia.

76. Durante el **periodo 2012 a marzo de 2021**, se respondieron a solicitudes de acompañamiento psicosocial y garantías de participación en los procesos judiciales de búsqueda y entrega digna de cadáveres de **3802 víctimas directas** de desaparición forzada y homicidio, con la participación de **14.739 familiares**.

77. Aunado a lo anterior, se destaca que la Unidad para las Víctimas realizó **8 jornadas de atención integral** a familiares de las víctimas de desaparición forzada, garantizando la participación de 973 víctimas indirectas.

78. De igual manera, en el marco de las **medidas de satisfacción**, se adelantan acciones de conmemoración, dignificación, impulso y fortalecimiento a víctimas por el delito de desaparición forzada, entre estas, la **Conmemoración del Día Nacional del Detenido-Desaparecido**, desarrollando en el 2020 cuatro actividades, comprendidas en: 1) 9 espacios virtuales de autocuidado, memoria y diálogo con 23 organizaciones en 16 ciudades del país, espacios en los que asistieron alrededor de 164 víctimas; 2) Apoyo técnico y logístico a cinco (5) iniciativas locales de memoria de las organizaciones y acompañamiento a espacios desarrollados en temas de Desaparición Forzada; 3) Divulgación de piezas comunicativas realizadas por las víctimas u organizaciones y 4) Articulación en campaña en redes con la Unidad de Búsqueda de Personas dadas por Desaparecidas – UBPD.

79. Todas estas actividades, se desarrollan bajo unos parámetros y lineamientos emanados para los procesos relacionados con el hecho victimizante de desaparición forzada, a saber:

(f) Procedimiento y guía de actividades de acompañamiento psicosocial en procesos de entrega de cadáveres de víctimas de desaparición forzada y homicidio.

(g) Orientaciones para la incorporación del enfoque étnico en procesos de entrega digna de cadáveres o entrega simbólica a familiares de víctimas de desaparición forzada y homicidio en el marco del conflicto armado interno y los Decretos Ley étnicos 4633, 4634 y 4635 del 2011.

(h) Guía para el acompañamiento psicosocial dirigido a niños, niñas y adolescentes familiares de víctimas de desaparición forzada y homicidio durante el procedimiento de entrega de cadáveres.

80. Adicionalmente, respecto a lineamientos de atención, en el año 2019, se lanzó el documento “Rutas para familiares víctimas de Desaparición Forzada en el contexto y en razón del conflicto armado” con la participación de las organizaciones MOVICE, ASFADDES, Madres de La Candelaria, Familiares Colombia, MAFAPO, Yovany Quevedo, ASEDEPAZ, Fundación Progresar, Narrar Para Vivir, Fundación Nidya Erika Bautista, entre otros y las entidades competentes encargadas de la implementación de la Ruta.

81. **Protocolo de Retorno y Reubicación:** Considerando las experiencias obtenidas como resultado de la implementación de la Ley 1448 de 2011 y desde la misma Ley 387 de 1997, la Unidad para las Víctimas actualizó recientemente, el Protocolo de Retorno y Reubicación vigente desde 2014, mediante la Resolución 03320 de 2019.

82. El objetivo del Protocolo de Retorno y Reubicación es definir las acciones para la coordinación, planeación, seguimiento y control para el acompañamiento a las personas, hogares o comunidades víctimas de desplazamiento forzado, que manifiestan su intención de retornar, reubicarse o integrarse localmente. Estas acciones se deben realizar en articulación con las entidades del Sistema Nacional de Atención y Reparación Integral a las Víctimas – SNARIV y bajo los principios de seguridad, dignidad y voluntariedad, como lo establecen la Ley 1448 de 2011 y el Decreto 1084 de 2015.

## Uruguay

### **Comentarios del Gobierno de la República Oriental del Uruguay elaborados por la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente a las alegaciones generales transmitidas originalmente el 26 de febrero de 2018**

#### *Preguntas 1 y 2*

Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?

Si se ha elaborado una política o estrategia concreta para garantizar la investigación exhaustiva e imparcial de las desapariciones forzadas y otros delitos de lesa humanidad cometidos durante la dictadura y se sirva describir cómo se ha estructurado esa política.

1. En informe del Dr. Prof. Felipe Michelini, quien fuera Coordinador del Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia hasta febrero de 2020, se expresa que la situación actual en el Uruguay, en el tratamiento de las graves y sistemáticas violaciones a los derechos humanos durante la actuación ilegítima del Estado (1968–1973) y derivadas del Terrorismo de Estado (1973–1985), desde la perspectiva del derecho a la verdad, la justicia, la reparación y las garantías de no repetición, es aún compleja. Sin embargo, actualmente la política pública de verdad, justicia, reparación y garantías de no repetición, muestra importantes avances en su concreción, pero también dificultades en su implementación.

#### **Evolución normativa, antecedentes y creación de la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente de Presidencia:**

2. Por Resolución de Presidencia de la República N° 449/003 de 11 de abril de 2003 se creó una Secretaría de Seguimiento con funciones administrativas con el cometido de atender y continuar los trámites pertinentes iniciados por la Comisión para la Paz que fuera creada por Resolución de la Presidencia de la República N° 858/000 de 9 de agosto de 2000.

3. Por la Resolución del Poder Ejecutivo N° 450/011 de 31 de agosto de 2011 se ampliaron los cometidos de la Secretaría de Seguimiento asignándole las tareas de recepción, análisis, clasificación y recopilación de información sobre las desapariciones forzadas ocurridas durante el período referido en los artículos 1° y 2° de la Ley N° 18.596 de 18 de setiembre de 2009 y personas asesinadas en iguales circunstancias, la de creación de una base de datos unificada y un banco de muestras genético en la órbita del Instituto Nacional de Donación y Trasplante de Células, Tejidos y Órganos del Ministerio de Salud Pública.

4. Por Resolución del Poder Ejecutivo N° 463/013 de 1 de agosto de 2013 se dispuso que la Secretaría de Seguimiento de la Comisión Para la Paz pasaría a denominarse Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, asignándole una serie de cometidos sin perjuicio de las actividades dispuestas por la Resolución 450/011 de 31 de agosto de 2011.

5. El Decreto N° 131/015 de 19 de mayo de 2015, creó el Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia, estableciendo en su artículo 11 que la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente estará a cargo de un Director designado por Presidencia de la República y será el soporte funcional y administrativo del Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia.

6. Finalmente, el Decreto N° 131/015 en su artículo 12 derogó los literales b y d) del artículo 2° y el artículo 3° de la Resolución N° 450/011 de 31 de agosto de 2011 y su modificativa y el artículo 3° de la Resolución N° 463/013 de 1° de agosto de 2013, entendiéndose asimismo derogadas todas las disposiciones de Resoluciones y Decretos contrarios al mismo.

7. El Grupo de Trabajo finaliza su actuación en febrero de 2020, en virtud de marco jurídico aprobado con la Ley Nro.19.822 de 18 de setiembre de 2019.

#### **Ley N°19.822 de 18 de setiembre de 2019:**

8. Cometiéndose a la Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo (INDDHH) la búsqueda de las personas detenidas y desaparecidas en el marco de la actuación ilegítima del Estado ocurrida entre el 13 de junio de 1968 al 26 de junio de 1973, así como durante el terrorismo de Estado desplegado entre el 27 de junio de 1973 al 28 de febrero de 1985, estableciendo que “La tarea que se comete comprende la investigación de la verdad sobre las circunstancias de la desaparición y la ubicación de los restos”.

9. La referida norma legal, dispuso en su artículo 11 que los archivos y repositorios documentales existentes en la órbita del Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia creado por el Decreto N° 131/015 pasarían en su totalidad a la Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo, los que fueron entregados a la misma, con fecha 28 de febrero de 2020. En efecto, en la fecha indicada se efectivizó la transferencia de información desde el Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia (GTVJ) y el Sistema de Justicia hacia la INDDHH, que hasta la promulgación de la citada ley estaban a cargo de la búsqueda de los detenidos desaparecidos. Se realizó el traspaso completo de documentación y de los archivos, así como de conocimientos relativos a la búsqueda, entre ellos el Protocolo aplicables. También se procuró sentar las bases para dar continuidad a los trabajos en el marco de la transición mencionada, y puso a disposición de la mencionada Institución de los recursos de que disponía la SDHPR, hasta que se dotó a la misma de presupuesto a tales efectos. En el marco de la entrega de documentación se realizó la transferencia asimismo de conocimientos relativos a la búsqueda y de los protocolos a seguir.

10. La norma legal estableció en su artículo 12 que la Presidencia de la República continuará con las tareas de digitalización de toda la información existente sobre la materia y se la entregará a la INDDHH que oficiará como repositorio.

11. Dicha norma legal explicita que el propósito de la misma es tornar la búsqueda de los “desaparecidos” en una política de Estado, enmarcándola en una institución independiente y con permanencia en el futuro. La iniciativa fue aprobada, en general, con el apoyo de todos los partidos políticos con representación parlamentaria.

12. La ley encomienda a la INDDHH la búsqueda de las personas detenidas desaparecidas dentro y fuera del Uruguay, e incluye tanto la ubicación de los restos como la investigación de las circunstancias en que se produjeron las desapariciones. Se trata de dar respuesta satisfactoria a las familias de las personas detenidas desaparecidas, quienes reclaman y sufren todavía y desde hace más de 40 años por encontrar los restos y conocer el destino de sus familiares, y a la sociedad toda. En el artículo 10 de la ley, se estableció que en la búsqueda de los restos de los detenidos desaparecidos se dará continuidad a las tareas arqueológicas que llevaba a cabo el Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia, definiéndose en lo sucesivo conforme el plan estratégico que diseñe la INDDHH para el cumplimiento del cometido asignado. A tales efectos se le confirieron amplias facultades para disponer las exhumaciones de carácter administrativo, en predios públicos o privados, que sean necesarias.

13. La ley confirió a la INDDHH poderes jurídicos especiales, como el acceso irrestricto a los archivos de los servicios de inteligencia, a archivos de instituciones públicas o privadas, y a todos los lugares y establecimientos públicos o privados que considere relevantes. Además, la Institución podrá citar a funcionarios del Estado y a particulares para que presten



declaración. La no concurrencia de las personas citadas, o la negativa para acceder a archivos, documentos o establecimientos será considerada un delito y sancionada penalmente con tres a dieciocho meses de prisión. A ese respecto, la ley también establece que la Institución deberá mantener estricta reserva respecto a las personas de las que ha recibido colaboración y sobre cualquier otra información no relevante.

14. El período transcurrido entre setiembre y diciembre de 2019 constituyó la primera etapa de transición, durante la cual se trabajó en la transferencia de información, documentación y conocimientos relativos a la búsqueda de los desaparecidos desde el Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia a la INDDHH.

15. También se procuró establecer la base institucional, logística y de recursos materiales y humanos necesarios para llevar adelante la tarea. Con este fin se desarrolló una intensa agenda de diálogo interinstitucional, tendiente a asegurar la continuidad del trabajo en curso y las asignaciones presupuestales necesarias.

16. A partir de marzo 2020, los contratos del personal del GTVJ, incluyendo el Grupo de Antropólogos del Grupo de Investigación en Antropología Forense (GIAF) afectados a la búsqueda de los desaparecidos, pasaron a celebrarse entre los técnicos respectivos y la INDDHH. De esta manera se completó la etapa de transición y la INDDHH se hizo cargo plenamente de la ejecución del mandato legal de búsqueda.

17. En el artículo 15 de la Ley 19.822 se estableció que la INDDHH mantendrá una comunicación directa con la Fiscalía Especializada en Crímenes de Lesa Humanidad, creada por la Ley 19.550, de 25 de octubre de 2017, en función de las necesidades que identifique en el cumplimiento del actual mandato legal que se le confiere.

18. Por último, el artículo 16 dispuso hasta tanto no se sancionara el presupuesto de la INDDHH, el Poder Ejecutivo proveerá los recursos financieros que permitan cumplir con el cometido de esta ley, sobre la base de lo asignado a la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente y del Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia. La SDHPR cumplió plenamente con el mandato legal hasta el 30 de marzo de 2021, a pesar de que el presupuesto de la INDDHH fue aprobado en febrero de 2021.

#### **Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente:**

19. En el mes de marzo de 2020, el Gobierno entrante designó como Directora de la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente a la Sra. Matilde Rodríguez Larreta de Gutiérrez Ruiz, indudable referente en la política nacional, y en la temática.

20. A partir de la entrada en vigencia de la Ley N° 19.822 de 18 de setiembre de 2019, los cometidos que quedaron en la órbita de la SDHPR son:

(a) Procurar el conocimiento de los hechos y la verdad sobre asesinatos políticos y el contexto fáctico de las violaciones a los Derechos Humanos ocurridos durante el período que transcurre entre el 13 de junio de 1968 al 26 de junio de 1973 y entre el 27 de junio de 1973 al 28 de febrero de 1985.

(b) Recepcionar denuncias referidas a nacimientos de niños en cautiverio y sobre personas que habiendo sido adoptadas durante el período indicado en el literal anterior buscan sus orígenes biológicos a los efectos de investigar y determinar su identidad en el citado contexto fáctico de los períodos relacionados en el artículo anterior.

(c) Cooperar, complementar y coordinar actividades de investigación documental, judicial y genética con personas, instituciones y organismos, tanto públicos como privados, de carácter nacional e internacional con finalidades tales como asesoramiento, intercambio, identificación y divulgación de información, lo que comprende la colaboración e intercambio de información con el Poder Judicial, con la Unidad Especial creada en el Ministerio del Interior con fines de investigación de las violaciones a los derechos humanos cometidos en el período de facto, y con la Comisión Especial creada por el artículo 15 de la Ley N° 18.596 de 18 de setiembre de 2009.

(d) Participar, organizar, coordinar y promover actividades de información y promoción de los derechos humanos y de la memoria sobre las graves violaciones a los mismos en el país y/o en el exterior.

(e) Realizar las tareas de digitalización de toda la información existente sobre la materia a que refieren los literales precedentes.

(f) Entregar a la Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo, copia de toda la documentación digitalizada relacionada con la búsqueda de las personas detenidas y desaparecidas en el marco de la actuación ilegítima del Estado ocurrida entre el 13 de junio de 1968 al 26 de junio de 1973, así como entre el 27 de junio de 1973 y el 28 de febrero de 1985, de acuerdo a lo establecido en el artículo 1° y 12 de la Ley N° 19.822 de 18 de setiembre de 2019.

(g) Dar cumplimiento a los Convenios celebrados entre la Presidencia de la República y la Universidad de la República en cuanto a los archivos y testimonios y los que se celebren de acuerdo a lo establecido en el artículo 13 de la Ley N° 19.822.

(h) Para llevar a cabo los cometidos asignados precedentemente, la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente podrá realizar las investigaciones históricas necesarias para la búsqueda de datos que requiera el Poder Judicial o realizar las denuncias correspondientes si de las investigaciones surgieran elementos sobre la eventual comisión de un delito.

(i) La Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente mantiene el Archivo con la documentación e información completa y ordenada del período a que alude el artículo 1° de la Ley N.º 19.822 y técnicamente se rige de acuerdo a lo previsto por la Ley N° 18.220 de 20 de diciembre de 2007 y su reglamentación.

(j) La Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente integra el Comité Nacional para el Programa Memoria del Mundo de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, de acuerdo a lo dispuesto por la Resolución N° 451/012 de 13 de setiembre de 2012.

(k) La Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente es el punto focal de la Comisión Permanente de Memoria, Verdad y Justicia de la Reunión de Altas Autoridades de Derechos Humanos (RAADH) del MERCOSUR y Cancillerías Asociadas.

#### **Competencia de seguimiento de sentencias internacionales:**

21. En el artículo 14 de la ley 19.822 se cometió al Ministerio de Educación y Cultura a través de la Dirección de Asuntos Constitucionales, Legales y Registrales el seguimiento del estado de cumplimiento de las sentencias pasadas en autoridad de cosa juzgada, de carácter nacional o internacional, así como de las recomendaciones dictadas por los organismos de supervisión en la materia, así como del estado de situación de causas, juicios y denuncias a nivel nacional, sin perjuicio de los cometidos de la INDDHH, de la Fiscalía Especializada en Crímenes de Lesa Humanidad y de la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente de Presidencia de la República.

22. A continuación, se señalan los avances que se han registrado a la fecha en la materia, sin perjuicio de que cabe señalar, que aún falta mucho para realizar a fin de esclarecer los crímenes de lesa humanidad cometidos en el país en los períodos señalados, especialmente los de desaparición forzada de personas nacionales y extranjeras dentro y fuera del país, en base a los antecedentes obrantes en esta Secretaría.

23. En materia reparatoria, corresponde mencionar las Comisiones Especiales establecidas por las Leyes Número 18.033 y Número 18.596. Las mismas han funcionado, sin perjuicio de las debilidades que han sido señaladas en informes de la Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo, en cuanto a que no garantizan una reparación integral in totum a las víctimas y en cuanto a los diferentes presupuestos de amparo establecidos en las normas citadas, las que ameritarían ser compatibilizadas.

24. Se ha aprobado la Ley Número 19.641, de fecha 13 de julio de 2018, de Sitios de memoria que permitirá optimizar la reparación simbólica en múltiples espacios, muchos ya hechos en el transcurso del tiempo por instituciones públicas y la sociedad civil, incluida la nueva sede de la INDDHH donde funcionó un emblemático lugar de tortura y represión ilegal en zona céntrica de Montevideo.

25. En materia de investigación y búsqueda de restos de personas desaparecidas, en cuanto a las excavaciones, se hicieron avances logísticos importantes. A partir de información brindada por parte de autoridades del Ejército Nacional, se excavó de manera administrativa en la llamada Chacra de Pajas Blancas, en la que no se encontraron restos de personas detenidas desaparecidas.

26. A su vez, se finalizaron los trabajos en el Grupo Antiaéreo de la Montañesa en el Departamento de Canelones, producto de la oportuna denuncia penal de una probable localización de restos de personas detenidas desaparecidas en dicho establecimiento militar. También en el referido departamento, se culminó en el año 2018, la excavación en terrenos en la zona de Neptunia Norte, ordenada por la Fiscalía Especializada en Delitos de Lesa Humanidad.

27. Por su parte, se continuó durante el período con las tareas en el ex Batallón 13 y el Servicio de Material y Armamento del Ejército (SMA). Se iniciaron los trabajos de excavación en el Batallón 14 en Toledo, bajo la actuación de la Fiscalía Nacional de Crímenes de Lesa Humanidad.

28. En cuanto a que la Ley de Caducidad de la Pretensión Punitiva del Estado no vuelva a representar un obstáculo en la continuidad de la búsqueda de la verdad, justicia y reparación de las víctimas y sus familias, la Suprema Corte de Justicia ha declarado inconstitucional la Ley N° 15.848, llamada de Caducidad de la Pretensión Punitiva del Estado. La Jurisprudencia de los últimos años, desestima las excepciones de inconstitucionalidad que se promueven contra los arts. 2 y 3 de la ley 18.831 que restableció la pretensión punitiva para los crímenes amparados por la N° 15.848 y se rechazan, las defensas de prescripción de los indagados por los eventuales delitos cometidos durante la dictadura.

29. No obstante, la tramitación de las causas en forma lenta en el marco del Código de Proceso Penal anterior, la suspensión de procedimientos, en varios casos en tanto se tramitan los recursos de inconstitucionalidad presentados, más las autorizaciones para cumplir las condenas o los procesamientos en los domicilios de los acusados de graves crímenes, generan en víctimas y familiares una seria y comprensible angustia e insatisfacción.

30. La aprobación de la Ley que crea una Fiscalía Especializada en la materia y su instalación en febrero del 2018, más la puesta en marcha de un nuevo Código de Proceso Penal, han dado un fundamental impulso en el camino de concretar el cometido de investigar y esclarecer los crímenes de lesa humanidad, así como incorporar el derecho sustantivo en la materia.

31. En el caso GELMAN, se dictó sentencia condenatoria de los acusados en la causa penal en la sede de Primera Instancia dónde se sustanció el juicio. En efecto, el 6 de marzo de 2017 se dictó la sentencia de primera instancia N° 402/2017 la que amparando la acusación de Fiscalía falló condenando a José Nino Gavazzo, José Ricardo Arab Fernández, Gilberto Valentín Vázquez Bisio, Jorge Silveira Quesada y Ricardo José Medina Blanco, como co-autores penalmente responsables de un delito de homicidio intencional muy especialmente agravado, a la pena de treinta (30) años de penitenciaría, para cada uno de ellos. Debe señalarse, sin embargo, que las figuras penales utilizadas por los operadores de justicia no contemplan el desarrollo de las normas nacionales e internacionales en materia de crímenes de lesa humanidad.

32. La búsqueda de la verdad de lo sucedido y la identificación de todas las personas detenidas desaparecidas – en la actualidad un universo de 197 casos –, son un imperativo para el gobierno y constituyen política de estado. El cumplimiento de lo expresado, surge claramente amparado por la Ley 19.822.

33. Los predios del ex Batallón N° 13 dónde se sospecha que fueron depositados los restos de varios detenidos desaparecidos, fueron cautelados con prohibición de innovar en amplias áreas.

34. La extensa área delimitada fue objeto de excavaciones con dos retroexcavadoras y con equipos técnicos permanentes con el objeto de procurar hallazgos de enterramientos clandestinos, se continúan realizando excavaciones en predios linderos, no habiéndose cerrado las causas que motivaron el inicio de las referidas excavaciones.

35. Por otra parte, el Estado uruguayo en materia judicial, se constituyó como “parte civil” en la causa Cóndor en la República Italiana y ha cumplido parcialmente con la sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos en el caso Gelman vs. Uruguay.

36. Todo lo expresado se da cuenta en el Informe final del Grupo de Trabajo Por Verdad y Justicia, presentado por el Dr. Felipe Michelini el 14 de octubre de 2019.

37. Asimismo, se encuentra disponible el Tercer Informe sobre la búsqueda de detenidos desaparecidos (Ley 19.822) presentado por la Institución Nacional de Derechos Humanos, el 24 de junio de 2021 ([https://www.gub.uy/institucion-nacional-derechos-humanos-uruguay/sites/institucion-nacional-derechos-humanos-uruguay/files/documentos/noticias/Tercer%20informe%20INDDHH%20busqueda%20de%20detenidos%20desaparecidos\\_24%20de%20junio%202021.pdf](https://www.gub.uy/institucion-nacional-derechos-humanos-uruguay/sites/institucion-nacional-derechos-humanos-uruguay/files/documentos/noticias/Tercer%20informe%20INDDHH%20busqueda%20de%20detenidos%20desaparecidos_24%20de%20junio%202021.pdf)). En el citado informe, la Institución Nacional de Derechos Humanos expresó que el período se caracterizó por:

(a) la continuidad de los trabajos de excavación, con la excepción de cinco semanas en los meses de abril y mayo debido al agravamiento de la situación sanitaria general.

(b) la culminación de las excavaciones en áreas del ex Batallón 13, una zona del Batallón 14 y el levantamiento de las respectivas cautelas judiciales.

(c) el establecimiento de nuevas cautelas judiciales y el inicio de excavaciones en dos áreas ubicadas en la Brigada de Comunicaciones No. 1. Los trabajos en una de esas áreas han culminado.

(d) el inicio y la culminación de excavaciones en un área cercana a La Tablada.

(e) la celebración de un convenio con la Intendencia de Montevideo para el préstamo de una retroexcavadora.

(f) la continuación del trabajo de investigación incluyendo la sistematización de documentos, entrevistas a testigos e inspecciones oculares, y el cierre provisorio de una línea de investigación iniciada en 2020.

(g) reuniones con autoridades nacionales y departamentales incluyendo el presidente de la República, los ministros de Defensa Nacional y de Relaciones Exteriores y la presidenta de la Asamblea General y la Cámara de Senadores así como la intendenta de Montevideo.

(h) la transferencia de algunos archivos y repositorios documentales del Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia a la INDDHH.

38. Surge asimismo del referido informe que:

(a) 1- El 11 de mayo de 2021 el presidente de República, Luis Lacalle Pou, y el ministro de Defensa Nacional, Javier García, hicieron entrega a la INDDHH de archivos relativos a operaciones de inteligencia y militares llevados a cabo entre 1973 y 1985. Los archivos fueron hallados en el Grupo de Artillería No. 5 de Montevideo que funcionó como centro de detención y tortura durante la dictadura.

(b) La INDDHH mantiene comunicación directa con la Fiscalía Especializada en Crímenes de Lesa Humanidad. La INDDHH y la Fiscalía continúan cooperando desde sus respectivas competencias lo que incluye la transferencia de materiales y documentación relativa a la búsqueda.

(c) A pedido de la INDDHH el Fiscal Especializado en Crímenes de Lesa Humanidad, Dr. Ricardo Perciballe, petitionó y la sede penal dispuso un allanamiento a la Base Aérea N°1 de la Fuerza Aérea Uruguaya (FAU), ubicada en la ruta 101 Km. 19,300. El mismo se llevó a cabo con la participación del fiscal, de un investigador de la INDDHH y efectivos del Ministerio del Interior. En el procedimiento se incautaron libros de vuelo de distintas brigadas de la FAU, con actividad registrada entre los años 1973 y 1985. También se incautaron libros con registro de actividades, así como algunos libros personales de vuelo de efectivos de la FAU y varias fojas de un registro personal de vuelo.

(d) La INDDHH elaboró un informe preliminar sobre los hallazgos, el que fue entregado el Dr. Perciballe en mayo de este año (2021).

(e) La INDDHH continúa recibiendo amplia cooperación por parte del Ministerio de Defensa Nacional. Se mantienen contactos regulares con un enlace militar con el que se discuten y solucionan cuestiones operacionales y logísticas relativas a la búsqueda.

(f) Los trabajos de búsqueda de los detenidos desaparecidos se dividen en dos áreas operativas: la investigación y las excavaciones.

(g) La investigación “Se ha continuado con el trabajo de análisis de documentación de archivos oficiales para recabar datos relevantes para la búsqueda de los detenidos desaparecidos. Se avanzó en el análisis de la documentación entregada por la Presidencia de la República a la INDDHH el día 11 de mayo con archivos militares recuperados en el Batallón de Artillería N° 5 del Ejército Nacional. De este análisis surgió que la documentación entregada constaba del siguiente detalle (ver informe de referencia).

39. Del análisis primario de la información surge que se trata en su mayoría de listas de personas requeridas para su captura, en informes en los que se detallan datos personales para lograr su ubicación o sus roles en la organización política a la que pertenecían. Sin embargo, la mención de detenidos desaparecidos en la documentación estudiada no aporta, por sí misma, información conducente al esclarecimiento de las circunstancias de su desaparición y/o el conocimiento de su paradero. En definitiva, los documentos no permiten abrir una línea de investigación específica. No obstante, lo anterior y como todo acervo de documentos militares, no debe descartarse como material de consulta para futuras líneas de investigación.

40. El hallazgo de documentación de la época sugiere la existencia de otros repositorios de documentación o archivos que podrían efectivamente contribuir al esclarecimiento de las desapariciones forzadas en nuestro país. Este hecho, sumado a los previos hallazgos en la materia, lleva a la INDDHH a recomendar el establecimiento de una política de estado para la localización y revisión de los archivos militares. La misma debería ser regida por los principios de iniciativa, pro actividad, sistematicidad y celeridad, que permita avanzar de forma ordenada y pronta en esta importante área. Se trazaron nuevas líneas de investigación, en base a nuevos testimonios obtenidos recientemente, en torno a la existencia de posibles enterramientos clandestinos. El trabajo conjunto con el equipo de antropólogos permitió delimitar una zona que presenta elementos de interés para la posible realización de nuevas 10 excavaciones. Este trabajo insume la búsqueda y recepción de nuevos testimonios.

41. Se dio por concluida provisoriamente una línea de investigación que había hecho foco en la Escuela Nacional Naval a partir de testimonios, que referían entre otras cosas a posibles enterramientos clandestinos y la ubicación de los calabozos que podrían haber sido utilizados para la privación ilegítima de libertad de presos políticos durante la dictadura. Dicha línea de investigación había conducido a la entrevista de testigos y la realización de una inspección ocular al establecimiento ubicado en calle Miramar 1643 entre Av. Rivera y la Rambla Tomás Berreta en octubre de 2020. La información inicial para esta investigación fue obtenida por conducto del ministro de Defensa.

42. Se continúa trabajando en estrecha colaboración con un investigador en Argentina, el que ha establecido diálogos con diversas fuentes del sistema judicial y del Poder Ejecutivo argentino, a fin de acceder a información relevante en las causas criminales o actuaciones administrativas que involucran a detenidos desaparecidos uruguayos en centros clandestinos de detención en diferentes ciudades de ese país. Mediante sus gestiones, se han establecido nexos de colaboración con organismos de derechos humanos a fin de intercambiar información y desarrollar líneas de investigación comunes que permitan avanzar en el conocimiento del paradero de los restos de decenas de compatriotas detenidos desaparecidos en Argentina. En el marco de su trabajo de búsqueda la INDDHH ha llevado adelante una campaña de difusión para la búsqueda de información. Para esto ha publicado un video que detalla el mandato dado a la INDDHH por la Ley 19.822 y especifica las posibilidades que están abiertas para brindar información. Tal video se puede encontrar aquí: <https://www.gub.uy/institucion-nacional-derechos-humanos/uruguay/comunicacion/noticias/inddhh-apela-tienen-informacion-para-encontrar-personas-detenidoas>.

(a) Las excavaciones La Tablada. El 17 de noviembre de 2020, luego de establecer la respectiva cautela judicial y solicitar y obtener apoyo del Ministerio del Interior para asegurar la intangibilidad de la zona, la INDDHH reinició excavaciones en un predio aledaño

a La Tablada. En La Tablada funcionó, desde enero de 1977 hasta 1983 inclusive un centro clandestino de detención y tortura. Gracias a la máquina excavadora cedida por la Intendencia de Montevideo, se pudo abordar el área de aproximadamente 350 m<sup>2</sup>. Se excavaron 480 m<sup>2</sup>. Se trataba de un área compleja dado que la misma había sido parcialmente excavada con anterioridad y se ha visto alterada por los trabajos llevados adelante en el arroyo Pantanoso. El trabajo en esta área culminó una semana después sin hallazgos de relevancia.

(b) La Brigada de Comunicaciones No 1. En este sitio se habían establecido dos cautelas judiciales. La primera afectaba un área de aproximadamente 2000 m<sup>2</sup>, en la cual los trabajos culminaron en mayo del corriente sin resultados de interés. La segunda área de interés en la Brigada de Comunicaciones No 1 es un terreno de más de 25.000 m<sup>2</sup> que resulta frecuentemente anegado en la cual los trabajos continúan al momento de la publicación de este informe.

(c) El Batallón de Infantería Paracaidista No 14 (Toledo, departamento de Canelones). En esta unidad se avanza en nuevas áreas del predio que habían sido oportunamente prospectadas y cauteladas en función de testimonios obtenidos por la INDDHH.

(d) Por otra parte, una vez culminados los trabajos que se habían iniciado en enero de 2020 en la primera área excavada (conocida como Castillo), se levantó la cautela correspondiente. Los trabajos en el Batallón 14 continúan siendo posibles gracias al apoyo de la Intendencia de Canelones, que brinda la retroexcavadora y el apoyo personal y logístico necesario para la operación. En todos los casos el Ministerio de Defensa Nacional y las autoridades militares son responsables por las custodias necesarias para garantizar la seguridad de los predios.

(e) Servicio de Material y Armamento del Ejército (contiguo al ex Batallón 13 y la Brigada 1 de Comunicaciones). El 11 de junio del corriente año se realizó una inspección ocular para determinar la necesidad de trabajos puntuales en torno a dos construcciones del lugar.

#### Excavaciones al 16 de junio de 2021 Predio Área cautelada

<i>Predio</i>	<i>Área cautelada (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Área excavable (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Excavado (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Resta por excavar (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Porcentaje excavado</i>
Comunicaciones 2	3 711	2 441	2 103	0	100%
Comunicaciones 1	25 460		20 960	4 500	82%
Batallón 14	12 495		8 760	3 735	70%
Batallón 14 Zona III	16 600		15 900	700	96%

#### Garantía de acceso a información acerca de las graves violaciones de derechos humanos ocurridas durante la dictadura:

43. El acceso a la información que existe en los acervos documentales de la Secretaría de Derechos Humanos del Pasado Reciente, es un objetivo central. Se ha buscado garantizarlo a través de una Resolución de la Directora de la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente, Matilde Rodríguez, que hace aplicable a tales solicitudes, los plazos vigentes regulados en la Ley de Acceso a la Información Pública, para que toda documentación en su poder o identificada como tal, requerida por las víctimas o sus familiares, sea para una causa judicial, nacional o internacional, para una investigación privada, periodística o por el sólo hecho de obtenerla, se les proporcione en forma oportuna. Se reafirma el acceso a la documentación en poder de la Secretaría de DHPR.

44. La búsqueda de la información ordenada por el Poder Judicial y la Fiscalía Especializada en Delitos de Lesa Humanidad, se tramita en cumplimiento del carácter de auxilio de los órganos de la justicia. Asimismo, se responde a los pedidos de habeas data con plazos perentorios para brindar la información o documentación solicitada, así como también a periodistas e investigadores.

45. En este ítem se constatan importantes avances. Por una parte, se ha digitalizado y se pueden consultar los acervos documentales del Servicio de Inteligencia Policial en la órbita de la Dirección Nacional de Inteligencia del Ministerio del Interior en los periodos más importantes de las graves violaciones a los derechos humanos en el marco del terrorismo de Estado que asoló nuestra nación en las décadas de los setenta y ochenta.

46. Además, se ha recuperado material de inteligencia que estaba en la Escuela de Inteligencia del Ejército, que obra en el Archivo de la Secretaría de Derechos Humanos para el Pasado Reciente. Dicho material se encuentra digitalizado a saber: rollos Archivos Azucena Berrutti, Legajos personales de personal dependiente del Ejército, Marina y Fuerza Aérea, Boletines del Ministerio de Defensa, Escalafones Militares del Ejército, Fuerza Aérea y Marina.

47. En forma concomitante, se ha instrumentado el ingreso al archivo de la Inteligencia de la Armada Nacional con acceso a los archivos de la época en particular de los Fusileros Navales, pero con la posibilidad de cotejar y consultar con el archivo base de Inteligencia Naval, con cierta amplitud. Esta experiencia se intenta replicar de acuerdo a las disponibilidades de personal y logística en los acervos documentales de la Prefectura Naval, Ejército y de la Aviación.

48. Un ejemplo concreto de estos esfuerzos, ha sido la ubicación de documentación que se relaciona al secuestro y posterior desaparición forzada en nuestro país del ciudadano argentino José Potenza y de la ciudadana italiana y argentina, Rafaela Filipazzi cuyos restos mortales aparecieron en la República del Paraguay, con la actuación ilegal de agentes uruguayos que operaban dentro del mecanismo de coordinación represivo del Plan Cóndor.

49. Se posee copia de los Archivos desclasificados que Estados Unidos entregó a Argentina.

50. Se designó como representante del Gobierno Uruguayo a un ex integrante del Grupo de Trabajo, Prof. Mario Cayota a revisar los acervos documentales del Estado del Vaticano que ofreció la apertura de los mismos para su consulta. Para la consulta del material archivístico relativo a los acontecimientos Uruguayos comprendidos entre el 13 de junio de 1968 al 26 de junio de 1973 y del 27 de junio de 1973 al 28 de febrero de 1985, conservados en la Conferencia Episcopal Uruguayaya, se suscribió un Protocolo de actuación.

51. Sin duda alguna lo referido en los párrafos anteriores del presente informe, explicita el esfuerzo que se ha realizado en el sentido de recopilar, conservar y sistematizar en el Archivo de esta Secretaría la documentación a la que se hace referencia.

52. Sin perjuicio de lo expresado, la Ley 19.822, dispuso la entrega íntegra, del archivo del Grupo de Trabajo a la Institución Nacional de Derechos Humanos, no habiendo quedado copia del mismo en el Archivo de la SDHPR, por lo que se ha solicitado a la INDDHH la entrega de copia de los referidos archivos a esta Secretaría.

53. En materia de archivos, se trata de un trabajo de largo aliento, el que actualmente se está implementando con el apoyo de la institución estatal con cometidos específicos en materia informática, como lo es la Agencia de Gobierno Electrónico y Sociedad de la Información (AGESIC).

### *Pregunta 3*

Si se han tomado medidas para investigar las amenazas a defensores de derechos humanos que participan de las investigaciones de los crímenes de la dictadura, así como para protegerlos y evitar nuevas amenazas o agresiones y se sirva describirlas.

54. La SDHPR impulsa y colabora con las investigaciones sobre desaparecidos, y por su parte la INDDHH tiene un mandato específico en la temática de acuerdo a lo dispuesto en la ley 19.822 ya mencionada.

55. Por lo que puede afirmarse que Uruguay ha continuado investigando las violaciones a los derechos humanos, particularmente desapariciones forzadas ocurridas en el pasado reciente, independientemente del tiempo transcurrido desde el inicio de la conducta delictiva.

56. Se han implementado programas de formación, aunque aún no se consideran suficientes, dirigidos a agentes estatales y operadores jurídicos incluidos jueces y fiscales.

57. Se creó la Fiscalía Especializada en Crímenes de Lesa Humanidad y se aprobó y entró en vigencia el nuevo Código del Proceso Penal.



## Annex IV

### Press releases and statements

1. On 4 June 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a press release urging Canadian authorities and the Catholic Church to conduct prompt and thorough investigations into the discovery of a mass grave containing the remains of over 200 children at a British Columbia ‘residential school’ for indigenous children forcibly taken from their homes.<sup>1</sup>
2. On 2 July 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a press release expressing serious concerns about the imminent forced repatriation of former Guantanamo detainee Rival Mingazov from the United Arab Emirates to Russia, saying he faced substantial risk of torture and ill-treatment upon his return.<sup>2</sup>
3. On 15 July 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a press release expressing dismay at the continued widespread arrest and extended pre-trial detention of human rights defenders in Egypt, saying activists have been detained without warrants, held incommunicado and then accused of multiple spurious offences.<sup>3</sup>
4. On 20 August 2021, on the occasion of International Day Commemorating the Victims of Acts of Violence Based on Religion or Belief, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a press release calling on all societies to collectively reject hate and exclusion, and for an end to impunity for violent acts driven by religion or belief.<sup>4</sup>
5. On 30 August, on the occasion of the International Day of the Victims of Enforced Disappearances, the Working Group, together with the UN Committee on Enforced Disappearances, issued a joint statement urging members States to address economic, social and cultural rights of victims of enforced disappearances.
6. On 30 August 2021, on the occasion of the International Day of the Victims of Enforced Disappearances, the Working Group, together with the Inter-American Commission on Human Rights and the Committee on Enforced Disappearances, issued a statement calling on States to adopt and implement search and investigation strategies within the framework of a comprehensive policy on disappearances.<sup>5</sup>
7. On 3 September 2021, the Working Group, together with other special procedure mechanisms, issued a press release to appeal Iran to halt the imminent execution of Iranian Kurdish prisoner Heidar Ghorbani and repeal his death sentence amid serious concerns that he did not receive a fair trial and was tortured during pre-trial detention.<sup>6</sup>
8. On 21 September 2021, the Working Group issued a press release expressing alarm at the growing practice of covert extraterritorial operations by State agents, including so-called extraordinary renditions, often in cooperation with the host State, and the secret detention and torture of captives.<sup>7</sup>
9. On 21 September 2021, the Vice-Chair of the Working Group delivered a statement at the Human Rights Council’s forty-eighth regular session, highlighting that the “atrocious crime of enforced disappearance continues to happen and takes new shapes and forms”.<sup>8</sup>

<sup>1</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27141&LangID=E>.

<sup>2</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27255&LangID=E>.

<sup>3</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27314&LangID=E>.

<sup>4</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27396&LangID=E>.

<sup>5</sup> [https://www.oas.org/en/iachr/jsForm/?File=/en/iachr/media\\_center/preleases/2021/224.asp](https://www.oas.org/en/iachr/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/preleases/2021/224.asp).

<sup>6</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27428&LangID=E>.

<sup>7</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27503&LangID=E>.

<sup>8</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27506&LangID=E>.

## Annex V

### Other activities

1. On 31 May 2021, Aua Balde participated in a virtual roundtable discussions on Enforced Disappearance in Lebanon Activating the Work of the National Commission for the Missing and Forcibly Disappeared in Lebanon, organised by OHCHR regional office for the Middle East and North Africa. A presentation was devoted to WGEID Support to national commissions in the world and the region: lessons learnt and best practices.
2. On 10 June 2021, Luciano Hazan participated as a speaker in a regional seminar with civil society organizations from Latin America on “Litigation and its impact in the universal system of human rights”, organized by Due Process of Law Foundation and the International Commission of Jurists.
3. On 22 June 2021, Tae-Ung Baik spoke at the UN Human Rights Council online side event, Special Procedures Speaking with One Voice: Human Rights Experts Collective Action and Statements, organized by Fionnuala Ní Aoláin.
4. On 27 July 2021, Luciano Hazan participated in a workshop with members of the Human Rights Program of the Ministry of Justice and Human Rights of Chile on “Obstacles to criminal prosecution of enforced disappearances”, organized by the Diego Portales University.
5. Luciano Hazan participated in a training to government officials of the province of San Juan, in Argentina, organized by OHCHR (South America Regional Office), on “International obligations and recommendations for planning on human rights”.
6. On 3 August 2021, Luciano Hazan participated in a training organized by the Service of the Criminal Public Defense of the province of Santa Fe (Argentina) on “Enforced disappearance as a specific practice of institutional violence”.
7. Luciano Hazan participated as a speaker in a forum on “Human rights violations in Latin America: Contextual analysis as a methodology for investigation, adjudication and reparation”, organized by IDHEAS (México), the National Commission of Human Right of Mexico and the International Federation of Human Rights (FIDH).
8. On 30 August 2021, in commemoration of the International Day of the Victims of Enforced Disappearances, Luciano Hazan presented the WGEID thematic report on Standards and public policies for the investigation of enforced disappearances on an event organized by the Committee for the Prevention of Torture of Chaco Province (Argentina). Aua Bade also participated in this event.
9. On 30 August 2021, Aua Balde delivered a keynote address on “Enforced Disappearances, the nexus between the crime against humanity and a weapon to silence dissent; opportunity for redress for victims and their families” in the context of an event convened by the Zimbabwe Peace Project, marking the International Day for Victims of Enforced Disappearances.
10. On 31 August 2021, Luciano Hazan participated in the commemoration of the International Day of the Victims of Enforced Disappearances organized by the Movement for our Disappeared in Mexico.